

31
1972

Sommaire

Liminaire

p. 5

Notes de voyages :

● Un mois et demi en Extrême-Orient p. 9

● Voyage en Chine p. 15

Que s'est-il donc passé au Synode ?

René Salaün

p. 23

Recherche commune ;

Cheminements pour retrouver la réalité
de l'Eglise et la construire aujourd'hui

Les Services

p. 51

En septembre 1972 : Assemblée générale de la Mission de France

Document de l'Equipe centrale
(pages de couleur)

Liminaire

La livraison de ce numéro 31 vous propose d'entrée un survol aux antipodes de l'hexagone : deux flashes modestes, à partir de deux voyages au Japon et en Chine veulent élargir notre regard occidental dont l'inlassable tentation est de se croire ou de se vouloir normatif et universel. L'Orient, qu'il soit sous le signe du capitalisme le plus avancé ou qu'il figure comme la singulière tête de file contestataire du monde socialiste, demeure souvent à nos yeux cet univers désespérément autre, lointain et inconnu. Mais, que nous le voulions ou non, ni notre ignorance, ni notre distance n'empêcheront que ces vieux pays, aux cultures plus ancestrales que les nôtres, ne deviennent le nouveau centre de gravité de la planète de demain.



L'article suivant ouvre à nouveau le dossier du Synode. Etait-il opportun de revenir sur un événement d'Eglise un peu lointain déjà et qui a provoqué tant de critiques, de déceptions et quelquefois d'amertumes ?

René SALAUN, prêtre auditeur au Synode, nous propose ici une démarche simple mais originale : *comprendre* « ce qui s'est passé au Synode ». On a plusieurs fois qualifié ce dernier de fidèle miroir de l'Eglise d'aujourd'hui. Ne serait-ce pas politique d'autruche que de refuser de s'y regarder ? L'auteur de ces lignes nous invite à une attitude de lucidité réaliste qui entend interpellier à la fois les « impatientes du présent et les nostalgiques du passé ». En démontant patiemment, pièce par pièce, le fonctionnement du Synode, il nous fait découvrir de l'intérieur les raisons profondes de ce qui est apparu à beaucoup comme un échec. Pourquoi en effet fallait-il qu'une initiative aussi récente de l'Eglise paraisse si vite grippée ? Comment en est-on arrivé là ? Où sont les responsabilités réelles ? Les semences de Vatican II ne porteraient-elles plus une sève

germinatrice pour demain ? René Salaün a l'honnêteté de dégager en conclusion les aspects positifs de ce Synode, notamment au niveau de la Justice dans le Monde.



Le texte final poursuit la publication des réflexions relatives à la Recherche commune. C'est un document de travail élaboré par l'équipe des Services à l'intention des Aimateurs régionaux. Ces réflexions tentent de dégager et d'explicitier la conscience nouvelle d'Eglise qui germe progressivement et comme à tâtons en chacun de nous à partir de notre expérience personnelle et de notre recherche collective sur le terrain.

La pointe de ce texte se trouve dans la troisième partie. Partant d'un constat très d'actualité : le rejet de l'institution, elle formule une question cruciale pour aujourd'hui : « Quelles motivations ecclésiologiques sont sous-jacentes à ce rejet ? ». Les critiques à l'égard de l'Eglise-Institution — comme on l'appelle souvent — se multiplient et s'amplifient. Elles viennent d'horizons les plus divers (contestataires et intégristes, prêtres et laïcs, mouvements mandatés et groupes informels). Ce phénomène de rejet peut prendre quelquefois l'allure d'un véritable « vomissement » dont la surenchère et la démagogie ne sont pas toujours absentes. Mais, en fait, sur quelles réalités au juste portent ces foudres : le Pape ? la succession apostolique ? les sacrements ? l'autorité dans l'Eglise ? Les rapports au sein du Peuple de Dieu ... ? Le temps semble venu des premiers discernements qui passent au crible de la critique cette attitude massive de refus.

Quel projet se cache derrière ce procès ? Contester une Eglise in-signifiante et aliénante est une étape et un combat nécessaires. Mais la contestation n'est-elle pas un premier temps qui en appelle un autre : celui de l'invention ? Comment pourrions-nous faire l'économie d'une réflexion, même difficile et affrontée, sur le rapport Institution-Mission, Foi-Eglise ? Ne serait-ce pas une chimère que de vouloir inventer le visage de la Foi pour demain sans, du même coup, imaginer celui de l'Eglise ? Comme le conclut le texte : « Il n'y a pas le domaine de la foi et le domaine de la vie ecclésiale... Il n'y a pas de problématique de la foi qui ne rejaillisse sur une problématique de la vie ecclésiale et réciproquement ».

Ce débat est aujourd'hui passionné et malaisé ; mais faut-il pour autant le différer ou le croire d'un autre âge ? Le prétendre serait céder, une fois de plus, à une réaction infantile qui freinerait le progrès de l'Évangile pour notre temps.

**

C'est une contribution à cette invention et à ce débat que veut être l'Assemblée générale de la Mission de France de septembre 1972, dont l'enjeu est suggéré dans les pages de couleur encartées au centre de ce numéro.

Ce texte, émanant de l'Équipe centrale de la Mission de France, n'est ni une présentation technique de l'Assemblée générale, ni une approche intellectuelle de son objectif. Il part de quelques réflexions courantes et typiques qui jaillissent spontanément de conversations, ici ou là, lorsqu'il est question de l'avenir de la Mission de France. Ce groupe, qui vient de passer son trentième anniversaire, porte-t-il une chance pour demain ? A quels besoins nouveaux répond-il et quelle place originale peut-il garder ou prendre, au cœur de tant de fermentations et de recherches actuelles ?

Nous refusons une mystique d'évasion, une spiritualité éthérée. Au cœur des combats et des luttes, nous voulons être les témoins d'une réalité qui traverse et dépasse l'histoire. Dans la recherche du bonheur collectif de l'humanité, nous avons soif d'un absolu qui ne peut être le produit de l'homme.

A travers les espoirs et les aspirations des hommes, nous inscrivons une espérance qui, sans être purement eschatologique, donne un sens neuf et original au devenir humain.

- Quelle est donc cette expérience de Dieu vécue aujourd'hui ?
- Comment cette expérience spirituelle est-elle une dimension essentielle à notre démarche missionnaire ?

Le numéro 32 mars-avril 1972 de la lettre aux Communautés tentera d'aborder ces questions fondamentales.

Un mois et demi en Extrême-Orient

René Salaiin

Parler de pays aussi lointains que le Japon ou Taïwan (que nous appelons Formose) pour y avoir passé quelques semaines (1) est téméraire. J'ai toute chance d'être partiel ou inexact, de déformer une réalité que j'ai vue du dehors, sous un angle. Je n'ai parlé à des Japonais ou à des Chinois que par l'intermédiaire de francophones. Eh ! oui, les Orientaux pensent, parlent, écrivent en langage oriental ! L'anglais est bien un peu présent, comme une langue utilitaire, mais il reste étranger. Le français, à peine existe-t-il là-bas. Raison de plus pour éviter de regarder avec des lunettes françaises, et de mesurer à l'aune des valeurs et schémas qui nous sont chers.

On a insisté pour que je me risque à donner quelques impressions. Je le fais sans sécurité. Même superficiel et mal équilibré, un aperçu sur des peuples enracinés dans une autre histoire et une autre géographie, sur une Eglise semée en d'autres terrains culturels, quand même peut nous aider à élargir notre horizon et notre esprit, donc à être modestes.

(1) Cinq semaines au Japon, pour cinq sessions en des secteurs différents, et une semaine à Taïwan pour une session dans l'est de l'île.

J'ai vu des pays admirables.

Taïwan, grande comme la Belgique, grimpe aux environs de 4 000 m. Elle est enrobée de forêts presque jusqu'aux sommets, elle tombe à pic sur le Pacifique à l'Est, elle est coupée de profondes gorges dont les parois sont souvent de marbre, et ses plaines sont une maqueterie : les Portugais l'avaient au XVI^e siècle appelée « la Belle » (Formosa).

Le Japon est tout montagnes, mer et îles. Les plaines sont étroites, mais surcultivées, moyennant toutes les techniques de pointes : elles nourrissent 10 millions de mangeurs de riz et fournissent à l'exportation. Les massifs volcaniques portent haut des cratères remplis de beaux lacs — à moins qu'ils ne crachent le feu — et sont soigneusement couverts d'une forêt aussitôt replantée que coupée : les Japonais ont le culte des arbres, des jardins et des fleurs. Des golfes et des baies s'insinuent partout : on n'est jamais loin de la mer. La Méditerranée du Sud-Est est comme un grand lac emprisonné dans un archipel multiforme et multicolore.

Sur ce qui n'est pas la haute montagne, donc sur une portion restreinte de ces territoires modestes, grouille une fourmilière humaine : 14 millions de Taïwanais, et plus de 100 millions de Japonais. Des fourmis pour le travail mais pas pour le caractère revêché. L'Européen apparaît lourd et sans délicatesse, quand on a goûté la gentillesse et la politesse raffinée qui sont de mise du Japon à la Thaïlande. Des fourmis aussi pour l'instinct de groupe, le besoin d'être avec, et de faire corps, qui marque les Japonais : tout seul on est perdu. Des fourmis qui n'intègrent pas comme ça les cigales étrangères dans leur collectif. Une grande fierté, pour ne pas dire orgueil, de chacun (rien de pire que de perdre la face) et de tous : le nationalisme japonais a remplacé la conquête guerrière par la bataille économique : il s'agit bien sûr de faire vivre des millions d'hommes, mais tout autant d'imposer le respect et l'admiration aux occidentaux dont on a trop subi la loi.

Peu de goût pour la spéculation, la métaphysique, les raisonnements : on sent, on intuitionne, on cherche finalement la relation, grâce au « kokoro » (un peu le cœur selon Pascal), plus qu'on ne discute d'idées, même quand les étudiants brassent et rebrassent les thèmes importés d'Occident. Par contre un dynamisme étonnant, le sens de l'action efficace, le goût et la capacité de tout lire, imiter, adapter, en le japonisant ou en le sinisant. Rien d'étonnant à la réussite économique de ces pays, si on se souvient en plus qu'il n'y a presque pas de congés payés au Japon, et qu'on travaille tous les jours à Taïwan, sauf deux dimanches par mois.

Occidentaux, nous accuserions facilement le Japon de tendance au fascisme. En réalité le modèle que nous avons connu ne

colle pas exactement avec ce qu'il a hérité de son histoire propre : un type verticaliste de société. La norme est d'une part la reconnaissance des hiérarchies, et, d'autre part, la lutte et la concurrence pour monter dans la hiérarchie. On n'est pas, du moins pas encore, très sensible à la dimension horizontale, dont le clivage entre les classes, la pratique du syndicalisme, la solidarité ouvrière ou paysanne, ont développé chez nous l'importance. L'allégeance que l'on vouait hier encore à une seigneurie féodale (celle d'un « daimio ») on la voue spontanément à une firme industrielle : on est de Mitsubishi ou de Toyota... On revendique moins contre le « patron » à l'occidentale, que pour ne pas être en-dessous de la firme rivale. Il est facile d'imaginer ce que cette mentalité verticaliste peut offrir comme facilités à un capitalisme, dont la vigueur conquérante et les performances étonnantes ne sont pas désagréables au patriotisme populaire.

Cela durera-t-il, et jusqu'à quand ? Les responsables du boom japonais dans l'esprit de leur race ont pris des risques avec une audace inouïe. Ils ont réussi. Mais qu'en sera-t-il le jour, qui a peut-être commencé, où surgiront les difficultés ? Les Américains resserrent l'entrée de leur marché. Les nuisances du développement se font sentir : désertion des campagnes, concentration étouffante de 60 millions de personnes sur la bande côtière sud-est, comme s'il y avait plus que toute la population française entre Vannes et Bayonne, avec 500 000 habitants à La Rochelle ou Saint-Nazaire, 3 millions à Nantes, 15 millions à Bordeaux et environs, etc... La circulation s'engorge à la limite de l'étouffement. La mer intérieure est polluée au point que par endroits il en monte des bulles. Les logements sont exiguës, et les salaires inférieurs ne le sont pas moins.

Tokyo, reconstruite à la diable, après les pilonnages de la guerre, est une ville laide, sans comparaison avec les très belles vieilles capitales.

Aussi ne faut-il pas s'étonner des réactions, qui ne mettent pas encore en danger le pouvoir des grands dirigeants de l'industrie, mais qui disent le malaise. Ce n'est pas le parti socialiste qui fera la révolution : son crédit est limité, ses ambitions ne dépassent pas celles de sociaux-démocrates européens. Le communisme, divisé, a une audience chez les étudiants (pour le temps des études), et une petite implantation dans le monde ouvrier. Il semblerait que le monde populaire écoute mieux un mouvement récent, mi-religieux bouddhiste (sous le nom de Sokagakkai) mi politique (sous le nom de Komei-Kai), d'allure fascisante aux yeux d'un occidental, mais qui assure aux petits un encadrement, des soutiens, une possibilité d'agir.

Et la religion ? Je ne saurais en juger, car il faudrait trancher entre des appréciations très différentes.

Le nombre et la beauté des monastères, ceux des anciennes capitales par exemple, la variété des sectes d'inspiration shintoïste, bouddhiste ou même chrétienne, la persistance de certaines pratiques dans le peuple, indiqueraient que les Japonais sont encore assez dévots, même s'ils le sont moins que les Chinois de Taïwan. Seulement, m'a-t-on fait observer, le modernisme apporte ici comme ailleurs une désacralisation à laquelle ce peuple de la terre était et est assez prédisposé nativement. Cette érosion religieuse atteint évidemment en premier lieu le bouddhisme : les bonzes ressentent et affirment la nécessité d'une purification et d'un approfondissement.

Mais il est bien évident que l'évangélisation se trouve elle aussi prise de court, lorsque le terrain de la religion qui lui était le plus familier se dérobe. Un prêtre français me disait : « Ce peuple étonnant est capable de tout capter et de tout digérer... sauf la foi chrétienne ».

A l'inverse un autre estimait qu'il emprunte beaucoup aux éléments moraux et culturels apportés par les chrétiens, qu'il professe un réel respect pour le catholicisme et le protestantisme, encore que la critique anticléricale importée d'Occident commence à prendre sur les étudiants. De toute façon apprécier le sérieux des institutions chrétiennes, la formation qu'on y donne, la valeur morale de beaucoup de croyants, ce n'est pas se convertir par la foi à Jésus-Christ. Or, l'implantation de l'Eglise, par toutes sortes d'institutions de type caritatif, social et surtout scolaire, est très forte, surtout comparée à la modicité des communautés de chrétiens.

Ceux-ci, toutes confessions comprises, sont un million. Les catholiques sont 300 000, guère plus. Le sang des martyrs — ils furent nombreux — n'a pas eu la germination de nos premiers siècles. Il faut constater surtout que l'Eglise plafonne. Les conversions ne font guère plus que compenser les déperditions : les chrétiens de Nagasaki (où François-Xavier inaugura jadis l'évangélisation) se fondent dans l'anonymat quand ils émigrent dans les énormes villes du Sud-Est. Qu'est-ce qu'il faut faire ? se demandent non seulement les missionnaires venus de tous les coins d'Europe et d'Amérique, mais les prêtres japonais eux-mêmes, trop nombreux si on considère le nombre des fidèles, et pleins de perplexité en face de la majorité incroyante.

Evangeliser n'est pas recruter : mais cette baisse du nombre des adhésions conduit à poser le problème non plus en termes de statistique, donc plus ou moins de prosélytisme, mais en termes d'enracinement de la foi et de l'Eglise en terres extrême-orientales. L'Evangile tombe-t-il là-bas d'en-haut comme une idéologie toute constituée et une organisation puissante à adopter telles quelles, ou bien propose-t-il un sens nouveau et des perspectives insoupçonnées à tout ce que le génie de ces peuples a trouvé et continue de chercher de meilleur ? Les chrétiens, les prêtres, les communautés sont-ils un autre monde ou des partenaires, des concurrents ou des compagnons, au sein du devenir spirituel en même temps que social de ces pays ? Qu'en est-il et surtout qu'en sera-t-il des déclarations audacieuses des évêques d'Asie (Symposium de Manille en 1970) : « Nous nous sentons solidaires du réveil des masses, et nous regrettons d'avoir plutôt favorisé nos intérêts de boutique, alors que nous aurions dû être plus vigoureux pour défendre la justice et les droits des hommes. Nous n'avons pas assez incarné l'Eglise dans les chemins et les modèles culturels respectifs de nos pays... L'Eglise ne peut installer des îlots de richesse dans un océan de misère. Nous devons être l'Eglise des pauvres »... Dans le malaise des jeunes, aussi manifeste là-bas qu'ici, chez les chrétiens comme chez les autres, saura-t-on déceler des appels authentiques, et saura-t-on leur apporter des réponses novatrices ?

Autrement dit, les difficultés sur lesquelles nous butons et peignons ici se retrouvent là-bas, dans un autre contexte.

Les tensions ne manquent pas, encore moins les disparités. Disparité entre missionnaires étrangers (prêtres et religieuses),

et chrétiens japonais (évêques, prêtres, religieux, laïcs) : c'est à ceux-ci qu'appartient en premier lieu la responsabilité de l'Eglise et de sa fidélité, de sorte que ceux-là ne peuvent envisager des options neuves, concernant le statut des prêtres, les institutions, l'action catholique, le politique, etc... de façon autonome, en oubliant qu'ils sont au service et non pas au commandement. Cela se complique des disparités nombreuses parmi ces missionnaires venus de pays très divers et appartenant à toutes sortes d'instituts, avec bien évidemment des sensibilités, habitudes et idées propres. Parmi les Français (il faudrait dire les francophones, car j'ai travaillé aussi avec des Canadiens, des Belges, des Suisses), nous retrouvons les tendances pastorales françaises : disons, pour faire court, ceux qui sont pour la tradition, ceux pour une rénovation, ceux pour l'action catholique, ceux qui cherchent une manière nouvelle de s'insérer. En fond de tableau, le problème des institutions, qui ont eu un sens, qui l'ont peut-être encore, mais qui épaississent lourdement les traits de l'Eglise, de sorte que certains et certaines les mettent en question...

Parmi les Japonais de même. Les jeunes, du moins les étudiants, posent les mêmes problèmes que nous connaissons ici. Les chrétiens ont beau être sociologiquement cantonnés (dans la petite classe moyenne, sans grand dépassement vers le haut de l'échelle sociale et culturelle, ni dans le monde populaire ouvrier ou paysan), ils ne sont pas uniformes. Le plus grand nombre se rassemble autour d'un lieu de culte, et du prêtre, avec tendance à former ce que nous appelons un ghetto : c'est, disent les prêtres, assez conforme au tempérament national. Parmi ceux-ci des gens sérieusement formés, de grande qualité chré-

tienne, et très capables de prendre en charge l'avenir de l'Eglise. Le type militant, tel que nous le connaissons en France, existe peu : la JOC en a suscité quelques-uns ; mais d'après le témoignage des prêtres français, il y a encore moins de réalisations en milieux non ouvriers. Parmi les inventions que l'Eglise doit faire, la promotion des laïcs s'impose au premier plan. Beaucoup en sont conscients, mais on discute très fort sur les modalités, en fonction de ce qu'est le Japon. D'autres inventions devront se faire, pour transformer la signification de l'Eglise : son rapport avec les questions humaines y compris le politique, son insertion en monde populaire, et, à l'intérieur de la communauté, de nouvelles relations : entre les prêtres, entre les évêques et les prêtres, entre les familles religieuses. Au cœur de tout cela une recherche en commun, de type pastoral, incluant la réflexion théologique et la documentation apportée par les sciences humaines.

C'est loin d'être fait. Du moins les questions sont posées. Elles provoquent les inévitables affrontements. Peut-être la tension la plus grave est-elle située entre les évêques japonais et les jeunes prêtres. Elle se traduit là-bas aussi par la baisse des entrées au séminaire. Autrement dit, l'Eglise est acculée à s'interroger elle-même en face de ce monde, à qui elle doit la Parole de Jésus-Christ ; elle ne peut reconduire tels quels les insertions, les modes de relations, la compréhension, le dialogue, le style institutionnel, le rapport parole et sacrement, la hiérarchie des tâches, auxquels elle s'était habituée.

Invité à aider les missionnaires francophones dans leur réflexion, accueilli très fraternellement, sentant très fort, derrière la crainte de théories ou de thèses sans prise sur la réalité orientale, l'espoir d'une aide utile, désireux de ne pas avoir occasionné pour rien ou trop peu une telle dépense financière, je me suis progressivement enhardi à proposer des grilles familiaires de réflexion. Elles furent parfois contestées au nom de la situation, ce qui était pour moi le bénéfice de cette rencontre avec d'autres, de l'obligation de tenir compte d'un autre contexte. Ce genre d'échanges fait partie de la commission des églises, et ils ont leur indéniable utilité. Encore faut-il envisager que, sans tarder, ce soient des frères de ces églises lointaines qui viennent un jour nous proposer leur manière de réfléchir et leurs conclusions.

Surtout il est indispensable qu'avec les ressources locales ces églises s'équipent et s'entraînent en vue de la réflexion et du travail en commun : le coup de main amical venant de l'extérieur aura alors plus de chance de tomber juste, le dialogue risquera moins de virer au monologue, et les modestes églises nouvelles éviteront d'être des colonies spirituelles de l'Occident.

Ces considérations désintéressées étant faites, je dois reconnaître que j'ai eu de la chance de faire une telle équipée, et que je garde un grand souvenir de si beaux pays, de peuples si remarquables, de l'hospitalité et du courage apostolique des frères qui m'ont reçu.

Voyage en Chine

La « Lettre aux Communautés » est heureuse d'ouvrir ses colonnes à des auteurs qui n'ont pas habituellement accès aux grands moyens d'information. Ces pages ont en effet été écrites par un jeune foyer ouvrier dont le mari est immigré espagnol. Elles ne présentent ni une étude ni un rapport exhaustif de voyage. Elles sont un témoignage qui relate les premières impressions de ce contact étonnant.

« Il vaut mieux voir une fois qu'entendre mille fois »

dit un vieux proverbe chinois.

Une conférence d'Han Suyn, notre appartenance aux amitiés franco-chinoises, l'interpellation de cette société chinoise créée sur des valeurs nouvelles ou plutôt sur une reformulation de nos valeurs : tout cela et surtout l'aide de quelques amis, nous voici vivant pendant un mois cette aventure extraordinaire, historique pour nous, foyer ouvrier... LA CHINE.

Un des buts de notre voyage était de mieux connaître la CHI-

NE à travers la vie quotidienne des Chinois pour la faire « découvrir » par notre milieu rural et ouvrier.

Les réactions de crainte (le fameux péril jaune !), l'incompréhension de l'intérêt d'un tel voyage nous avaient fait déjà comprendre l'immense tâche que nous aurions au retour.

La Chine étant devenue en quelques mois à la une de tous les journaux, nous avons rencontré autour de nous beaucoup d'intérêt

et de sérieux dans nos échanges.

Mais comme toujours ce sont les plus humbles qui ont le mieux compris : un vieil ouvrier d'usine, une paysanne chrétienne..., les jeunes aussi, qui sentent à quel point notre civilisation est en crise de valeur, en recherche, où la fin d'un monde semble apparaître. Quelle sera la place et la dimension de l'homme dans ce mon-

de nouveau ? Quelle est notre espérance et notre référence à Jésus-Christ ?

Nous ne pensons pas répondre à toutes ces interrogations que nous avons portées en nous, en Chine. Ce n'est pas si simple. Mais nous vous livrons ce que nous avons vu et vécu en souhaitant que ce soit entre vous et nous l'amorce d'un dialogue.

« Le monde vous appartient. L'avenir de la Chine vous appartient, vous les jeunes vous êtes dynamiques, en plein épanouissement, comme le soleil à 8 heures du matin. C'est en vous que réside l'espoir ».

(Mao-Tsé-Toung, novembre 57).

S'il nous fallait résumer la Chine en quelques mots, nous dirions : c'est un pays pauvre, propre, libéré et en marche. Pour bien comprendre la Chine aujourd'hui et sa formidable évolution, il ne faut pas perdre de vue là d'où elle vient, ni faire de comparaison avec nos schémas occidentaux. Nos interprètes nous l'ont rappelé au long de notre voyage. Ce pays des famines et des grandes calamités a réussi à renverser en même temps « les trois montagnes assises sur le dos des Chinois : le féodalisme, l'impérialisme et le Kuo-Min-Tang » et à donner à 800 millions de personnes ce qui nous apparaît l'essentiel vital pour un homme :

- de quoi se nourrir, se loger, se vêtir par son travail,
- de quoi se soigner,

— l'enseignement et la culture pour tous.

Comment en vingt-deux ans cela a-t-il été possible ?

Nous l'avons mieux compris en faisant notre périple de CANTON à PEKIN en passant par CHANGHAY, SAO-SAN le village natal de Mao, etc., en visitant les usines, les communes populaires, dans nos contacts et en nous promenant dans la rue.

Nous avons vu un peuple, dans un grand élan humanitaire, construire une société nouvelle où l'homme se veut le centre de ses préoccupations ou les laissés-pour compte, les plus petits sont mis à l'honneur et proposés en modèles ; et comment cet homme appelé à se dépasser pour une cause commune, qu'il a acceptée

et comprise, peut accomplir de grandes choses, dans un débridement de créativité, en assumant ses responsabilités petites ou grandes là où il est.

« C'est toujours à partir de petits faits quotidiens qu'on parvient à la compréhension du monde ».

Pour nous la compréhension de ce système socialiste, vécu et discuté par 800 millions de Chinois, s'est faite grâce à la rencontre de quelques visages, à des témoignages reçus et à la vue des réalisations concrètes qui souvent nous ont bouleversés.

Servir le peuple

« Comme nous avons à cœur les intérêts du peuple, les souffrances de la grande majorité du peuple, mourir pour lui, c'est donner à notre mort toute sa signification ».

(Mao, septembre 44).

Cette phrase fait partie des trois articles les plus lus en Chine, qui sont enseignés aux enfants dès l'école maternelle. Le but pédagogique est de leur donner une formation morale et politique ; cet oubli de soi, qui va jusqu'au sacrifice, se développe à un niveau collectif et n'a pas ce caractère de charité individuelle que nous connaissons trop souvent en Occident. Lorsque nous avons visité le canal du drapeau rouge, un paysan ayant participé aux travaux, blessé trois fois, reconnu par tous à cause de son courage, nous a accompagnés tout au long de ces trois jours. Par sa présence, son visage aux traits burinés, son sourire humble et fier à la fois, nous avons pu imaginer le travail collectif de ces trois cent mille paysans s'affrontant à la montagne pour dévier

le fleuve, afin de faire revivre, grâce à l'irrigation, ce district de 500 villages où l'eau était plus précieuse que l'huile. Au cours de ce dur travail, auquel chacun participait, les enfants en revenant de l'école taillaient une pierre chaque jour. Ainsi s'élaborent une solidarité, une conscience politique en s'affrontant à la nature, à la technique et en les soumettant pour le bien de l'homme.

Mais « ce service du peuple » n'est pas limité aux frontières de la Chine. Il les dépasse par un internationalisme unissant tous les peuples en lutte. Témoin cette manifestation de trois millions de jeunes à PEKIN en solidarité avec les étudiants et les ouvriers en grève en mai 68, en FRANCE.

La dictature du prolétariat

**« D'où viennent les idées justes...
L'existence sociale des hommes
détermine leur pensée ».**

(Mai 63).

Le mot dictature éveille en nous un malaise, une crainte ; dans nos esprits, l'idée d'oppression et de dictature voisinent. Le désir d'éclaircir ce point a été constant tout au long de notre voyage et surtout à travers nos contacts dans les usines. Nous en avons visité sept et principalement des usines de textile, étant donné que le seul ouvrier du groupe travaillait dans le textile. Cette attention nous a montré le souci que nos accompagnateurs chinois avaient de répondre aux souhaits exprimés.

La dictature du prolétariat, c'est le pouvoir aux travailleurs. Ce sont eux qui ont brisé l'exploitation de l'homme par l'homme et qui détiennent l'énergie révolutionnaire. Tout organisme, de l'Université à l'Usine en passant par des communes populaires, a un comité révolutionnaire issu de la triple union : cadres du parti, armée populaire de libération et représentants des masses élus par

elles. Aucune décision n'est appliquée sans être auparavant discutée, critiquée et approuvée. Même si l'on remet en cause des membres ou des attitudes du comité révolutionnaire, cela peut se faire en dernier ressort par des tableaux muraux, portant ainsi devant l'opinion publique cette contradiction. Le système économique n'est pas basé sur le profit ni sur la compétition, mais sur les besoins réels du peuple. Par exemple : le prix des produits n'est pas en rapport avec leur valeur réelle, mais avec leur nécessité. Le prix d'un kilo de tomates est égal au prix d'un kilo de viande, car la viande est considérée comme vitale pour l'homme. Plus un bien est nécessaire, moins il est cher. Le loyer correspond à 4 % du salaire, eau, gaz, électricité compris, etc. Mais les produits d'exportation comme les objets d'art (jade, ivoire) sont très chers, mais ce ne sont pas les Chinois qui les achètent.

**« Nous servons le peuple et ne craignons
donc pas, si nous avons des insuffisances,
qu'on les relève et qu'on les critique.
N'importe qui peut les relever ».**

(Mao).

Ce système égalitaire nous l'avons vu à travers le mode de

vie : l'habitat est le même pour tous, pas de quartiers riches ou

Un se divise en deux

Triompher de l'individualisme sur le plan idéologique

pauvres ; l'habillement est simple, sobre, fonctionnel (pantalons ou jupes et chemisettes) ; l'échelle des salaires est de un à trois (différence due à l'ancienneté ou au poste occupé). Mais c'est surtout très réel au niveau des rapports des Chinois entre eux : la promotion de la femme semble se faire sans agressivité ni féminisme exagéré.

La pensée de Mao-Tsé-Toung part des réalités concrètes, des événements vécus dans des moments précis (lettres, poèmes, essais). Les Chinois tentent de l'appliquer de la même manière à partir de la pratique et du terrain.

Dans une papeterie, l'évacuation des eaux usées se faisait à proximité des champs et des pay-

Nous avons vécu pendant un mois avec 3 interprètes et c'est surtout à travers eux et grâce à eux que nous avons compris cette lutte du peuple chinois. Totale-ment disponibles au cours des visites, faisant l'impossible pour nous comprendre, répondre à nos questions, ils l'étaient encore le soir, les temps de détente, discutant sans relâche, sans découragement par rapport à notre manière occidentale de penser. Cette force tranquille et cet accueil ont été contagieux au sein de notre groupe : nous avons désormais un autre regard sur ces réalités.

Pour eux, tout peut servir à progresser, à se transformer. Dans cette progression, la critique et

Un exemple : le comité d'accueil de CHANGHAI nous proposait un programme en nous donnant des informations sur cette immense ville ouvrière (10 millions d'habitants avec sa banlieue). Au cours de cette intervention faite par un responsable, un ouvrier d'usine présent ose l'interrompre pour compléter et enrichir cette information.

sans. La présence d'acide causait des pertes de récoltes. Paysans, ouvriers, techniciens se rencontrent pour étudier ce problème avec l'aide de la pensée-Mao, la production pendant ce temps est perturbée, mais ces eaux usées furent traitées et même transformées en engrais pour enrichir les terres. Ainsi « Du mal peut sortir un bien ».

l'auto-critique en sont les rouages et la pensée-Mao la force motrice. Dans les auto-critiques que nous avons entendues ce qui nous a frappés c'est l'absence de culpabilisation. Oui, on reconnaît l'erreur et cette erreur est due justement au fait que le sens critique a manqué.

Exemple : à l'école secondaire de Pékin, une adolescente, responsable et garde rouge de sa classe, participait, ainsi que ses camarades, à la récolte chez des paysans. Chaque soir il était fait l'éloge de ceux qui avaient rempli leur travail avec le plus de conscience. Elle n'était jamais citée et en souffrait, pourtant elle travaillait bien et de plus était

responsable de son équipe qui, à travers elle, n'était pas revalorisée. Elle sentait naître en elle un malaise, ses camarades la gênaient par leurs regards.

Aussi le soir elle étudie la pensée de Mao. « Un communiste doit avoir un esprit révolutionnaire sans craindre les difficultés ni la

mort à l'encontre du renom et des intérêts personnels ».

Par son étude, elle s'est rendu compte que sa susceptibilité n'était pas normale et elle arrive à se poser la question : « Pour quoi vit-on, pour l'intérêt personnel ou l'oubli de soi dans un esprit révolutionnaire ? ».

Pratique et théorie

« Tu seras ouvrier ou paysan ». Ce n'était pas une idée nouvelle à Mao, mais elle a été appliquée après la révolution culturelle. Nous l'avons vu dans toutes les écoles visitées, où les bureaux de classe voisinent avec les ateliers de production, à l'Université de Tsinghoua, berceau de la révolution culturelle. Nous l'avons également constaté à l'école du 7 mai où les cadres viennent tous par roulement, pour quelques mois ou plusieurs années, s'associer et s'initier au travail soit dans les ateliers soit dans les champs (8 heures) ; simultanément se fait l'étude de Marxisme-Léninisme et de la pensée de Mao.

Mais pour nous, ouvriers, c'est à l'usine que nous avons compris le mieux les effets de ce profond changement. Tout le monde doit être à l'école des travailleurs, par le travail manuel et l'écoute de leur pensée, car ils ont une conception plus juste du monde et des véritables réalités économiques.

Il est difficile d'exprimer en quelques mots et surtout de traduire ce qu'un ouvrier immigré travaillant en France peut res-

sentir après avoir vu travailler sans précipitation mais avec sérieux ces ouvriers qui sur place (avec les techniciens) discutent pour résoudre un problème précis. Nous avons été frappés de constater l'absence de pointage et d'appareil pour calculer le rendement.

On ne fait pas marcher l'ouvrier avec des primes ou des augmentations de salaire : cette tendance s'était infiltrée sous l'influence de la ligne révisionniste au sein des syndicats. Elle a été balayée au moment de la révolution culturelle à cause du danger qu'elle représentait en créant, par ce système, une « petite bourgeoisie » dans la classe ouvrière. Pour l'instant, un projet de « Congrès des ouvriers » est au stade expérimental, son but est de surveiller la gestion et de faire remonter les avis et suggestions des larges masses au Comité révolutionnaire.

Aussi ces ouvriers et paysans, malgré un travail dur, ont foi en leur pouvoir créateur ; vivant cela, ils transfigurent le quotidien ; leurs initiatives, leurs créations débordent. Dans les usines, les réfectoires, le fourmillement de petits appareils ou d'accessoi-

On juge l'arbre à ses fruits

res améliorant le rendement ou la condition de travail nous a prouvé ce que peut être le génie

inventif de tout homme lorsqu'il est reconnu dans toutes ses dimensions.

Nous avons peu évoqué le problème du Christianisme en Chine. La seule fois où publiquement il fut abordé, c'est à l'école secondaire de Pékin, où quelqu'un nous a dit à peu près ceci : « Je comprends mal les chrétiens, je trouve en eux une contradiction entre leur bible qui prêche l'oubli de soi et une certaine attente de récompense future qu'ils portent en eux ».

Avec nos interprètes, nous avons abordé ce problème. (Nous leur avons dit notre appartenance à Jésus-Christ). Mais ils ne nous prenaient pas au sérieux, surtout lorsque nous ajoutions que nous militions dans un parti politique. L'image du Christianisme évoque pour eux : compromission avec l'impérialisme, superstitions, etc. La position officielle de l'Eglise par rapport à la Répu-

blique Populaire de Chine et aux 7 millions de chrétiens chinois ne nous fait pas augurer actuellement une ouverture et des relations telles que nous les souhaiterions.

En tant que chrétiens, nous nous sommes reconnus profondément frères de ce peuple en marche vers une espérance toute dictée par un sens de l'homme proche du nôtre à bien des égards.

Ces quelques lignes ont esquissé un tableau trop rapide, peut-être un peu enthousiaste et pas assez critique. Comme telles, pourtant, elles reflètent le premier choc d'une rencontre bouleversante avec un peuple mystérieux et inconnu, que l'Occident ne peut plus continuer à ignorer.

Juliette et Dominique.

Que s'est-il donc passé au Synode ? ⁽¹⁾

René Salaiün

Les prêtres, leur statut, leur ministère, tiennent l'affiche aujourd'hui. Il ne faut pas s'y méprendre : en arrière-plan, ou en sous-sol, une autre question se pose : Qu'est-ce que croire aujourd'hui ? Le récent synode avait inscrit à son programme d'aborder ces problèmes brûlants, en même temps qu'un autre qui ne leur est pas étranger : celui de la justice dans le monde.

Parmi ceux qui depuis longtemps s'en préoccupaient et travaillaient à les résoudre, beaucoup affichaient un prudent scepticisme à l'égard de l'Assemblée de Rome : « Nous n'en attendons pas grand-chose, disaient-ils ». Les délégués au synode faisaient écho : « Ce sera une étape, ce ne pourra être une conclusion ». Le grand public semblait loin d'y prêter l'attention qu'il accorda au concile.

Derrière ce voile de réserve, il n'était quand même pas difficile de deviner un certain espoir.

L'événement a confirmé la réserve et déjoué l'espoir.

Des laïcs, des prêtres, des évêques, ont dit combien la réflexion et les conclusions leur semblaient en dessous des questions posées. La satisfaction serait plutôt du côté de ceux qu'effraient l'aggiornamento. L'opinion, un instant alertée, s'est vite désintéressée. Le désenchantement est venu du tour pris au départ par le débat sur « le sacerdoce ». Sans doute le ton et l'esprit changèrent-ils au synode lorsqu'on parla de la justice dans le monde. Mais ce ne fut pas perçu à l'extérieur : c'était trop tard. Même si les journalistes l'avaient voulu (doit-on at-

(1) Cet article paraît conjointement dans la revue « *Vocations* »

tendre d'eux qu'ils fassent du bon esprit ?), ils auraient eu bien du mal à rendre moins morose et crispée, plus ouverte et inspirante l'image de cette assemblée d'Eglise.

J'ai participé au travail de ces longues semaines. Simple auditeur aux séances générales, je pouvais intervenir dans les carrefours et dans les autres rencontres où l'on réfléchissait aux questions, et où l'on préparait déclarations et amendements. La besogne n'a pas manqué, ni la peine. Je suis passé par toutes les couleurs de la désillusion, de l'espoir quand même, de l'irritation, de la tristesse... en face de ce qui me paraissait un enlissement, où les efforts mêmes pour émerger font que l'on s'enfonce.

Qui faut-il incriminer ? Des manœuvres et des mainmises abusives, on peut toujours en trouver. Elles ne peuvent jamais tout expliquer, pas plus que la vertu n'explique suffisamment un résultat heureux. Il me semble plus sain d'analyser la conjoncture pour essayer de comprendre ce qui s'est passé. Comment donc se fait-il que le synode ait pris pareille tournure ?

On pourrait répondre que tout s'est joué lors du choix initial.

La délégation française, avec d'autres, avait demandé que l'on commence par traiter de la justice dans le monde. L'esprit de Vatican II inclinait dans ce sens : L'Eglise aurait montré que « les joies et les espoirs, les tristesses et les angoisses des hommes » l'intéressent en priorité, et non d'abord les difficultés qu'elle rencontre en son sein. Ouvrant ses portes, élargissant son regard à la dimension de l'amour de Dieu pour le monde, elle aurait marqué d'un autre style sa réflexion sur le ministère lui-même. Les évêques se seraient situés dans une autre démarche spirituelle. Les experts et les rédacteurs ayant donné un ton généreux au texte sur la justice, les théologiens désignés avant le synode pour travailler autour du cardinal Hoffner n'auraient pu autant restreindre les ouvertures théologiques et pratiques du texte sur le ministère.

Tout cela est possible, probable même, mais pas certain. En fait, on a commencé par traiter du « sacerdoce », de sorte que la question rebondit : Comment se fait-il que l'idée de commencer par la justice n'ait été ni comprise ni admise ?

**De 1962-1965
à 1971,
il y a
changement
de date**

Euphorie de l'aggiornamento, tel était le climat du concile, malgré les tensions et les moments durs.

Auparavant l'Eglise avait pratiqué surtout la raideur, la méfiance et la défensive en face des mutations du monde et des mises en cause de la foi. Les responsables jouaient d'une autorité facilement restrictive. Les contrôles centraux ne laissaient qu'une marge limitée aux inventions et initiatives des personnes, des courants, des mouvements. Cette marge a suffi cependant pour que des recherches diverses et des expériences novatrices travaillent le corps ecclésial comme le printemps la nature.

Un pape que ni son tempérament ni sa formation ne poussaient à l'aventure, mais que sa foi et son bon sens pastoral gardaient de la crainte, estima que le temps était venu d'ouvrir des fenêtres sur le monde et des voies à la catholicité. Voyant que la tâche le dépassait, il fit appel à ses coresponsables. Et dès le début du Concile il donna l'impulsion dans le sens d'une marche en avant.

Ce climat favorable ne fit que progresser au long des quatre années du Concile, d'autant plus qu'il ne s'agissait pas de définir des articles dogmatiques ou disciplinaires, mais de s'accorder sur des orientations généreuses et générales, en vue de mieux répondre à la mission de l'Eglise aujourd'hui. La doctrine n'était pas absente, ni les perspectives pratiques, au contraire. Mais on voulait surtout ouvrir les chemins à la liberté religieuse, à une intelligence renouvelée de la Parole de Dieu, à une compréhension meilleure du monde actuel, à de nouveaux rapports soit dans l'Eglise, soit avec les autres confessions, soit avec les diverses cultures qui forment le tissu du monde...

Le Concile terminé, on entendit des propos divers.

« Les évêques se rendent-ils compte de ce qu'ils ont signé ? » demandaient certains. D'autres, qui n'avaient peut-être pas scruté les textes ni mesuré leur portée, trouvaient que c'était peu et qu'il fallait vite préparer Vatican III. Un accord se faisait pour dire qu'un point de non retour avait été atteint, et que la direction prise était désormais irréversible.

Voir !

Le plus difficile n'est pas les déclarations d'intention. Elles butent bientôt sur la réalité avec ses arrière-plans historiques, ses soubassements sociologiques, ses mentalités diverses, bref sur les conditionnements non moins que sur les libertés... Il est vain de s'en scandaliser : Etre responsable, c'est reconnaître le décalage et travailler réalistement à le réduire.

Après le « *il n'y a qu'à* » vient donc « *il faut le faire* ».

Ce passage n'est pas automatique. Il ne se déduit pas comme un théorème.

L'Eglise n'est pas qu'un système de pensée. Encore que, déjà à ce niveau, les séances générales et les carrefours du synode aient montré que la pensée de Vatican II n'avait pas eu le temps de cheminer au fond de tous les esprits. Il n'était pas inutile d'exhumer des textes conciliaires pour parer à d'inutiles remises en question de ce qui avait été acquis.

L'Eglise n'est pas davantage liberté pure. Elle est nécessairement lestée du poids de ses membres, de ses groupes, de ses structures, de son savoir-faire acquis et des maladresses de sa recherche. La conduite d'un cargo ou d'un convoi n'est pas celle d'une vedette ou d'un cabriolet.

Le temps du « *il faut le faire* » qui s'est écoulé depuis Vatican II apparaît long, tellement il est chargé d'histoire. Il ne fut aucunement un temps de paisible mise en œuvre. La décompression dans l'Eglise s'est accompagnée des phénomènes sauvages dont les sociologues savent qu'ils sont inéluctables. On assista à l'accélération brusque des initiatives. On vit le lancement d'idées neuves, lié à une conscience de plus en plus vive de la sécularisation en société industrielle. Ajoutons la mise en question du ministère, de l'autorité, des pratiques, le raidissement d'une partie de la chrétienté, les secousses dans la société (du type mai 1968), la vogue des sciences humaines mettant en cause les certitudes qui ne sont pas du type de la science.

De là chez beaucoup de responsables une attitude de perplexité, d'inquiétude et même de crispation. Tel épiscopat qu'on avait vu plus en flèche au concile paraissait polarisé par les dires d'un théologien inquiétant ou d'un mouvement revendicateur. Tel prélat qui avait présidé à la rédaction de textes notables de Vatican II plaida au synode sans prendre tellement de hauteur, pour des mesures de sécurité. Plusieurs anciens ténors se tinrent sur la réserve.

Le texte synodal sur les prêtres ne contredit pas le concile. Il le cite par endroits (souvent à la suite d'amendements), mais l'esprit n'est pas le même. Le souffle manque, comme remarque un évêque français. Les travaux post-conciliaires (enquêtes sociologiques, consultations des églises, recherches théologiques) n'ont pas eu d'impact réel sur les conclusions. Un certain vocabulaire (sacerdoce, hiérarchie, médiation...) auquel Vatican II avait pré-

**La composition
du synode
n'était pas
celle du concile**

féré celui du Nouveau Testament (ministère, mission, pasteur), retrouve un emploi privilégié. Les accents doctrinaux sont mis sur les « pouvoirs » dérivant du Christ aux successeurs des douze plus que sur le sacerdoce de l'Eglise, sur la continuité apostolique plus que sur la communion en l'Esprit, sur la responsabilité à l'égard des déjà chrétiens plus que sur l'Evangile à dire aux non chrétiens, sur une « vie spirituelle » qui conditionne le ministère plus qu'elle ne s'y enracine.

La crispation de beaucoup transparut particulièrement au sujet du célibat : à travers les interventions qui parlaient de risque et d'enchaînement fatal ; à travers les arguments qui se répétaient sans renouveler ni élever le débat ; à travers le texte final qui accorde un espace proportionnellement très large à cette question. Le synode semblait comme encombré, presque obsédé par celle-ci. D'autres questions, d'un intérêt spirituel et apostolique décisif, n'ont pu être travaillées ni éclairées comme elles le méritaient : ainsi foi et sacrements, relations d'autorité et de coresponsabilité dans l'Eglise, insertion des prêtres dans la vie, ministère et politique, ministère et fidélité spirituelle.

Ce changement de contexte historique, après peu d'années, devait être signalé. Pour regretter ce qui s'est passé ? Cela sert de peu. Pour incriminer des personnes ? Cela sent un peu l'idéaliste ou le pharisien. Plutôt pour assumer la réalité telle qu'elle est et non telle qu'on peut la rêver, et pour œuvrer à partir de là dans la direction indiquée par Vatican II.

Solidaires de l'Eglise, engagés dans le projet dont elle a charge, nous ne l'identifions ni à ce qu'elle dit vouloir être, ni à ses attitudes historiques hésitantes. Elle est les deux. Nous aussi en elle. Pour notre part nous avons à contribuer aussi bien à définir ses visées, et à réduire le décalage entre « il n'y a qu'à » et la réalité têtue. Cette ligne de conduite prônée à Lourdes en novembre par les évêques français est la seule qui évitera qu'un retour du pendule nous ramène aux attitudes et positions que Vatican II avait dépassées.

Il ne s'agit pas du nombre : plus de deux mille évêques au concile : à peine un dixième au synode. Ni de l'âge : la règle de la démission à 75 ans, l'érection de nombreux diocèses nouveaux, la multiplication des auxiliaires, ont plutôt joué pour un rajeunissement de la moyenne.

La nouveauté, c'est le renforcement proportionnel des évêques du Tiers-Monde ou, si l'on préfère, des non occidentaux par rapport aux représentants des vieux pays chrétiens.

Le concile était encore une assemblée à prédominance occidentale : par le nombre des évêques et l'audience qu'ils obtenaient, par le nombre et l'audience des théologiens qui les secondaient, par le genre des questions posées et des réponses proposées. Cette primauté s'est trouvée bien entamée au synode. Du fait que chaque pays, même modeste, a droit à une conférence épiscopale et donc à un délégué, l'Afrique découpée en petits Etats par la colonisation, l'Amérique latine qui en compte presque autant, se sont trouvées largement représentées. Ces dernières années, les diocèses ont été démultipliés, et surtout pourvus d'évêques indigènes au lieu des occidentaux.

Il ne faut pas simplifier. Les évêques d'une même partie du monde n'étaient pas automatiquement unanimes. Ceux de l'Europe de l'Est tenaient, on s'en doute, des positions défensives. Les Allemands et Anglais se montraient assez rigides, tandis qu'Espagnols, Français, Canadiens, Européens du Nord voulaient qu'on avance. La majorité des Latino-Américains plaidaient pour la prudence, mais il y avait une minorité. Les Africains francophones de l'Ouest formaient un bloc réticent à l'égard des évolutions, de même que les anglophones, alors que les francophones de l'Afrique centrale demandaient une adaptation plus libre aux nécessités locales. Les Asiatiques, moins nombreux, étaient d'avis partagés.

Seulement, quand on mettait en avant la mutation culturelle ou la sécularisation (un des leitmotivs du synode), les responsables de jeunes églises, encore menues et fragiles, nées dans un contexte sacré, s'inquiétaient. « En Occident il en est ainsi, nous ne nions pas. Mais ne nous imposez pas d'importer des mesures qui ne répondent pas à la situation religieuse chez nous ». Ils redoutaient comme des bacilles les thèses et modes disséminées par les étudiants au retour d'Europe. Si on faisait observer que le modernisme aura bientôt tout recouvert, beaucoup disaient qu'ils préféreraient attendre voir. Minimiser la sacramentalisation ? Elle est mieux comprise par des peuples qui gardent le sens du sacré. Déclergifier ? L'autorité religieuse du prêtre est reconnue d'emblée. L'engagement politique ? En Afrique c'est une tentation de jouer les Fulbert Youlou.

Mais alors, pourquoi ne pas laisser aux conférences épiscopales les latitudes nécessaires pour adapter la discipline aux besoins apostoliques de chaque région ? Les orientaux, soucieux d'autonomie, ne manquaient pas d'appuyer en ce sens. A quoi on faisait remarquer que le monde s'uniformise, que les mass-media

— une réalité bien redoutée — transmettent aussitôt nouvelles et nouveautés, que, la mode aidant, ce qui s'est fait ici est vite copié là-bas. Toutes choses vraies, mais qui ne dispensent pas d'avoir à tenir le plus grand compte des diversités de situations et de cultures, comme Vatican II l'a si souvent recommandé.

Or c'est là qu'on bute sur de rudes difficultés.

En voici une première.

Les nouvelles églises sont nées de missions venues d'Occident. Leurs racines sont récentes. Leurs ressources sont restreintes, en chrétiens, en laïcs formés, en théologiens, en argent... Autonomes en principe, elles ont encore un besoin vital de l'aide des églises originelles, ce qui met en péril leur personnalité et freine l'établissement d'une vraie catholicité. Chacun sait l'ambiguïté de l'aide au Tiers-Monde ou aux « Missions lointaines ». Pour échapper à l'ombre des grandes sœurs, les églises nouvelles-nées se tournent d'instinct vers le père, c'est-à-dire vers le centre romain. Alors que nous redoutons la pente centralisatrice de celui-ci, d'autres en attendent la sauvegarde de leur liberté, ce qui est normalement une des fonctions confiées à l'autorité. Le synode a montré que pas mal d'évêques du Tiers-Monde regardaient du côté des milieux romains.

Deuxième difficulté : Le recours au père peut-il parer vraiment au colonialisme spirituel ? S'il y a risque de domination des forts sur les faibles, l'autorité centrale peut fournir une compensation, mais insuffisante et à la longue dangereuse. L'idéal dont on peut rêver pour l'avenir n'est pas d'équilibrer la diversité inégale par une discipline unitaire, mais de réaliser une communion vivante. Que l'Eglise répandue à travers le monde approprie ses efforts et ses expressions aux divers peuples et groupes qu'elle rencontre, qu'elle se fasse toute à tous. Mais pour que « nous parvenions tous ensemble à l'unité dans la foi et la connaissance du Fils de Dieu, évitant d'être emportés à tout vent de doctrine » (Eph. 4/14), une orchestration s'impose, faite d'échanges, de recherches commentées, de confrontation et contestation fraternelle. Pour cela, il faut des chefs d'orchestre, de la base jusqu'au sommet. Le rôle d'un chef d'orchestre n'est pas d'enrégimenter, mais de promouvoir chacun et d'harmoniser le tout. Il représente Celui « de qui le corps tout entier, grâce à tous les ligaments qui le desservent, tire cohésion et unité et, par l'activité assignée à chacun de ses organes, opère sa croissance pour se construire dans la charité » (Eph. 4/16).

Idéal ardu, qui exige beaucoup et de ceux qui doivent relativiser leur jeu personnel, et de celui qui doit valoriser chaque partie en l'intégrant dans le tout. On n'est guère prêt à cela dans l'Eglise, encore moins préparé, pas plus les chefs d'orchestre que les artistes, pas beaucoup plus à la base qu'à Rome.

Nous n'avons en France de leçon à donner à personne : l'impérialisme des orthodoxies, le tribalisme des diocèses et des organisations sont assez répandus chez nous, et pourraient finir par ramener le pendule vers « la reprise en mains ». Alfred Grosser analyse dans le « Monde » du 9/11/71, sans aucune indulgence, pour ce qu'il voit en France, quelques raisons de l'échec du synode :

« Quel groupe humain, quelle organisation a jamais effectué aisément le passage rapide du style autoritaire à la pratique efficace de procédures plus démocratiques ? »

« Etait-il possible de surmonter en quelques débats les contradictions majeures sur lesquelles les croyants s'affrontent avec une capacité de véhémence et même de haine qui ne laissent pas de surprendre les observateurs extérieurs à l'Eglise ?... L'indignation tient trop souvent lieu d'effort patient... La condamnation catégorique engendre le goût de la protestation plutôt que celui de l'action... L'Eglise a connu des siècles d'autosatisfaction et de pharisaïsme. Aujourd'hui elle fait l'apprentissage de l'incertitude... ».

L'apprentissage de l'incertitude et celui de la confrontation me semblent aller de pair.

Ils se heurtent à des habitudes, mais aussi à des situations objectives.

Ainsi les évêques des vieux pays chrétiens avaient emmené à Rome quelques experts avec lesquels ils avaient déjà travaillé en vue du synode. Ils pouvaient faire cette dépense, raisonnable et justifiée. Mais les évêques des églises moins pourvues, où auraient-ils été chercher les théologiens et autres experts, sans compter l'argent pour leur long voyage ? Lorsqu'on dit que l'Eglise sera catholique quand elle aura produit une pensée chrétienne autochtone dans chaque civilisation, on fait une généreuse anticipation. Il faut d'abord prendre le temps et les moyens de le faire. En attendant, les églises du Tiers-Monde se trouvent en situation objective d'infériorité : leurs flûtes dans l'orchestre, risquent d'être étouffées par nos trombones. Des Africains, qui ont participé pendant le synode à une réflexion avec des Occidentaux divers, ont bien senti cela, et ont dit leur crainte d'être embar-

qués. Cet obstacle de taille ne doit pas nous empêcher de viser un dépassement de l'alternative anarchie-autoritarisme dans une recherche concertée qui exprime la communion.

Autre remarque concernant les diversités de réactions des divers épiscopats durant le synode. Quand la question du célibat des prêtres s'est trouvée posée devant l'opinion catholique, l'hypothèse fut lancée que l'ordination d'hommes mariés serait une mesure utile... pour les pays du Tiers-Monde. L'idée voilait un racisme spirituel aussitôt dénoncé par les intéressés. Je ne crois pas me tromper cependant en devinant que beaucoup d'entre eux souhaitaient que des possibilités plus souples soient données pour répondre aux nécessités apostoliques, à une condition : que ce fût une mesure générale, non une mesure discriminatoire où ils auraient à jouer les cobayes. Aussi beaucoup d'évêques qui prenaient une position conservatrice au synode tenaient-ils, en fin de discours, à laisser la porte entre-baillée : et celle-ci le reste après le synode. Ces subtilités ont échappé au public à travers les comptes rendus.

Par contre, quand il s'est agi de la justice dans le monde, les représentants des ex-colonies étaient évidemment en tête du peloton. Ils ne marchandèrent pas leur appui à des options généreuses. Pour ne prendre qu'un exemple, ils n'ont pas peu contribué à faire inscrire dans le compte rendu public de deux carrefours (sur douze) une invitation fraternelle aux évêques des possessions portugaises à clarifier les relations de l'Eglise avec le maintien de la colonisation : une rencontre de confrontation à pu se faire, grâce au synode.

Ces difficultés pour faire exister une vraie recherche commune, conforme aux aspirations modernes à une vraie responsabilité, comme à la nature collégiale de son exercice dans l'Eglise, ne sont pas les seules. Il faut y ajouter l'inexpérience (parfois les réticences) des responsables devant les modalités nouvelles que cela suppose. Le cardinal Marty le reconnaissait dans une de ses interventions : « Avouons que nous ne sommes pas prêts à assumer, au plan de la méthode, des structures modernes de gouvernement. N'est-ce pas un devoir de notre état d'apprendre ? ». Mais ceci introduit d'autres réflexions.

Fonction et méthode au concile et au synode

Les responsables du synode, jusqu'au plus haut niveau, ont loyalement reconnu que la méthode fut très déficiente. L'Eglise sait mal traduire en mode de travail cette coresponsabilité ou cette collégialité qu'elle redécouvre au niveau des intentions.

Derrière cette première déficience s'en profile une autre, qui lui est liée, à savoir que le rôle du synode était mal défini.

Le concile Vatican II savait assez clairement au départ ce qu'il était et ce qu'il avait à faire. Rassemblant tous les évêques autour de celui qui a la responsabilité suprême, il était l'instance ecclésiale dotée de tout pouvoir. Il avait son mot à dire sur la programmation et les procédures. Le but était assez précis : non pas condamner des erreurs, ni définir des vérités dogmatiques, mais décider des orientations de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui. Il devait produire des textes qui seraient promulgués avec autorité pour l'Eglise entière.

En fonction de ce rôle, il travailla selon une méthode. Imparfait, critiquée, elle exista et permit d'achever l'œuvre.

Les pères disposèrent de textes de départ sur lesquels discuter, fût-ce pour les contester. Ils eurent droit aux interventions orales (dont l'abus ne fut pas moindre qu'au synode). Mais ils disposèrent aussi de moyens pour faire mûrir la réflexion. En effet, les évêques n'arrivaient pas munis de toutes réponses aux questions. Les pasteurs n'ont pas à être tous éminents en pensée et en science : Il suffit qu'ils aient une sérieuse formation théologique, et que certains soient particulièrement qualifiés. Ils ont essentiellement à *discerner et juger* en matière de foi et de mise en œuvre de l'Evangile. C'est pour cela que des théologiens les assistaient au concile. Mais les théologiens sont au service de l'Eglise, non à sa tête.

Ainsi les pères conciliaires purent former leur jugement : grâce à l'étalement du travail sur plusieurs années ; grâce aux experts, officiels ou non, qui ouvraient chaire provisoire à Rome pour qui voulait s'enquérir des études et opinions diverses concernant les questions abordées ; grâce surtout à la besogne des commissions, composées de pères et de théologiens (d'écoles variées) qui préparaient les textes en fonction des interventions orales, des votes et des amendements.

Le vote final n'intervenait pas avant que l'assemblée ait suffisamment débattu, non dans le vague, mais sur des textes précis, plusieurs fois remaniés. Ce qui explique la proportion énorme de suffrages positifs en fin de discussion. Il est notable que le pape joua pour que le point de vue de la minorité soit pris en considération.

(Suite page 45).

En Septembre 1972 :

Assemblée générale de la Mission de France

Quand l'occasion vient d'en parler, au hasard d'une rencontre, au cours d'une conversation, l'annonce d'une assemblée générale de la Mission de France provoque *diverses réactions*. Certains, peu au fait des affaires d'Eglise, s'étonnent : « tiens, la Mission de France existe donc encore, on croyait que c'était terminé ». D'autres, eux-mêmes engagés dans des initiatives nouvelles, interrogent avec franchise et sympathie : « La crise que vous traversez n'est-elle pas le signe que votre temps est passé ? Ne faut-il pas savoir disparaître ? ». Quelques-uns, dont l'itinéraire personnel est très lié à celui de la Mission, insistent : « Tenez bon. Vous n'avez pas le droit de laisser tomber ce que vous avez contribué à faire surgir. Ne doutez pas du don de Dieu ».

Pour présenter aux lecteurs de la Lettre aux Communautés l'Assemblée générale qui se tiendra en septembre prochain, nous voudrions tout simplement ouvrir un dialogue avec ces divers interlocuteurs. Notre souci sera moins de réfuter les remises en cause que d'amener à préciser les questions, dégager le champ de la recherche, situer la réflexion appelée par cette Assemblée générale.

**On croyait
que
c'était terminé**

D'où vient cette impression ? Peut-être d'abord cela tient-il au fait que la Mission de France, en tant qu'organisme, fait actuellement peu de bruit sur la place publique. D'autres ont acquis le leadership de la nouveauté. Ils réalisent la prise de parole, sur les ondes ou dans les journaux ; ils trouvent les gestes insolites qui interrogent, font réagir, démasquent les bonnes consciences. Où est la Mission de France dans tout cela ? Silencieuse et effacée, serait-elle devenue sage, au sens conformiste du mot ? La question doit être prise en considération mais il ne suffit pas, pour en juger, de calculer les temps d'antenne, l'importance des surfaces imprimées, la hauteur des titres de journaux quand le sigle figure à « la Une ».

La vraie question est de savoir si nous avons faibli pour porter l'Evangile aux points chauds de la vie publique, là où se jouent les combats pour la justice, la liberté, la paix, contre les racismes, les violences, l'exploitation de l'homme par l'homme. Qui pourrait dire, nous connaissant, qu'on a ensemble déserté ? — Si notre calicot ne flotte plus sous les flashes des reporters, ne serait-ce pas qu'on est plus attentifs à manifester nos solidarités personnelles au sein des instances profanes (syndicales ou autres) ? — Il reste qu'à l'intérieur de l'Eglise se jouent aussi des combats nous appelant à y engager le poids de notre institution. Nous n'y avons pas renoncé, mais il faut bien reconnaître ceci : l'opinion a retenu notre protestation contre les incohérences qui paralysent l'Eglise, elle a oublié nos interventions au sujet de « vie et ministère des prêtres » et « justice dans le monde ».

Telle pourrait bien être en effet la seconde raison donnant à penser que la Mission de France est terminée : la dernière fois qu'il en fut question dans la presse, il y a trois ans, c'était pour annoncer la *démission collective de l'équipe responsable*. Ce geste exceptionnel manifestait publiquement une situation d'impasse, de blocage, due aux conflits de tendances au sein de l'Eglise de France. Beaucoup en ont conclu que la Mission de France se sabordait, laissant aux Evêques la responsabilité de ce qui n'était, après tout, qu'une conséquence de leur non-pouvoir ou de leur non-vouloir.

Le temps de la Mission de France est passé

Cette interprétation cependant ne correspond ni à l'intention de l'équipe démissionnaire, ni aux comportements qui ont suivi. Non pas sabotage, mais ultime tentative pour sortir de l'impasse. Le geste de la démission était un appel. Refusant de se laisser enfermer dans les conflits de boutique, on acceptait de mettre en jeu l'institution elle-même, afin que le problème de fond soit pris en considération pour lui-même. Que l'épiscopat français prenne donc sa responsabilité, qu'il examine ce qui est en cause sous les rivalités entre organismes, et qu'il reprenne, sous d'autres formes, au delà des conflits, le service de la foi appelé par les temps actuels.

Depuis trois ans l'équipe provisoire, mise en place à la suite de la démission, n'a cessé d'appeler une telle concertation et de témoigner de la disponibilité du groupe à disparaître au profit de formes nouvelles. Trois années d'attente active, profondément décevante (1). Les assemblées plénières de l'épiscopat à Lourdes ont voté presque unanimement des propositions intéressantes. Rien n'a vu le jour et la situation dans l'Eglise continue de s'aggraver. Dans ces conditions il appartient à la Mission de France tout entière de revoir son attitude et décider ce qu'elle va devenir. Ce n'est qu'après l'Assemblée générale de septembre que l'on saura si vraiment « tout est terminé ».

Il est certain que la situation ainsi créée nous provoque à un examen très fondamental. Il faut accepter de se poser la question formulée par *nos seconds interlocuteurs*, au début de cet article : « la crise que vous traversez n'est-elle pas le signe que *le temps de la Mission de France est passé* ? Ne faut-il pas savoir disparaître ? ».

Nous savons combien la marche du peuple de Dieu peut se trouver alourdie et encombrée de « bagages-souvenirs », épaves vénérées d'institutions particulières qui eurent leur

(1) Voyant que l'attente allait se prolonger, l'équipe centrale provisoire décida, au bout d'un an de rétablir un équipement minimum. Il fallait soutenir les solidarités mises à rude épreuve et continuer, vaille que vaille, la réflexion commune. L'efficacité de ces mesures s'est révélée fort différente d'une région à l'autre. De toutes façons, ce n'était qu'un pis-aller en attendant les renouveaux nécessaires.

temps de gloire combattante. Un peuple en marche n'a pas de grenier. L'Eglise doit larguer au long de sa route ce qui, en Elle, appartient au temps et passe avec lui. Il faut par conséquent relever l'interrogation surgie de la crise et examiner si « le temps de la Mission de France est passé ». L'Assemblée générale de septembre appelle à un tel examen. Essayons de l'amorcer.

D'abord nous sommes convaincus que toute issue possible ne peut être qu'en avant. *Plus question de remettre en place* la Mission de France, telle qu'elle était avant la démission. Il faut inventer ou disparaître. Nous nous le sommes dit clairement : ce n'est pas parce que l'épiscopat renonce à proposer des solutions au delà de nous-mêmes que nous devons réintégrer notre demeure et nous y barricader. Nous sommes toujours décidés à chercher avec d'autres, à inventer, à proposer, y compris avec les évêques qui cherchent aussi et désirent innover.

Cette attitude de fond engage une appréciation sur la valeur de l'actuelle institution. Qu'est-ce qui, en elle, a vieilli ? De quelles promesses est-elle encore messagère ? Essayons d'ouvrir le débat sans prétendre ici épuiser les questions.

Où discerne-t-on un vieillissement ?

Les amateurs de statistiques calculent les pourcentages des différentes catégories d'âge des membres de la Mission. Sous cet aspect le vieillissement est indiscutable, l'absence de recrutement le rendra fatal. Mais l'avenir ne pose pas seulement une question d'effectifs et de recrutement. Il oblige à considérer l'évolution du ministère dans les transformations actuelles du monde et de l'Eglise. Nous avons été de ceux qui ont ouvert ce champ d'invention, il faut, avec des jeunes, poursuivre l'avancée. Leur apport, pour cela, devient indispensable. Aucune institution ne saurait se passer de cette source de renouvellement inscrite dans le « conflit des générations ».

Mais pourquoi les jeunes ne viennent-ils pas ? Cette question peut aider à saisir où est le vieillissement. Tout un aspect de notre « image de marque » nous fait considérer

comme *trop attachés à l'appareil ecclésial* actuel et donnant trop d'importance à la hiérarchie dans l'Eglise. Ainsi : nous appelons des projets pastoraux et la concertation dans le peuple de Dieu ; nous demandons à l'épiscopat de reconnaître et surtout d'assumer la fonction que nous tentons de vivre, nous rappelons volontiers que le sacerdoce est collégial et qu'il relève de l'ordre épiscopal. Mais sait-on suffisamment comment cela est vécu de fait ? Quels types de rapports se sont établis sur ces convictions de foi ? La Mission de France aurait-elle succombé aux marchandages et complicités stratégiques par lesquels les appareils ont tendance à remplacer l'audace évangélique ? Sans se prendre pour les purs et les forts, nous pouvons quand même témoigner que le lien à l'Eglise visible, le lien difficile entre « *mission* » et « *institution* », nous l'avons tenu sans faiblesse. Notre histoire est jalonnée de combats qui feront date.

Aujourd'hui l'appareil ecclésial s'effrite, l'autorité se trouve discréditée ou s'efface, s'en tenant à accompagner, encourager, ou seulement tolérer. A la base, on assiste à une véritable fermentation, un souffle de liberté, un air d'improvisation comme au début de l'Eglise. Mais combien de promesses ainsi, dans le passé, se sont évanouies dans l'utopie ou détruites elles-mêmes par leurs contradictions internes. Sans négliger une approche sociologique sur la place et le rôle des institutions, il faut pousser la réflexion jusqu'à méditer le mystère sacramentel de l'Eglise, le sens de sa réalité visible.

Cela dit, la Mission de France est-elle pourtant prisonnière de son passé, marquée par un temps révolu où l'appareil ecclésial en place restait encore solide sociologiquement et théologiquement ? Ce n'est pas impossible. La question : « *Essor ou déclin de l'Eglise ?* » était hardiment posée, peut-être ne mesurait-on pas jusqu'où devrait aller la détérioration, le déclin, avant qu'apparaisse l'essor ?

S'il y a là un signe de vieillissement pour la Mission de France, il faut fermement reprendre la réflexion, revoir le lien entre mission et institution ; imaginer en conséquence, de nouvelles formes d'existence collective et de nouveaux comportements.

Dans le contexte actuel, un autre trait de vieillissement tiendrait à un certain *aspect « clérical » de l'institution*. A travers le délabrement d'une forme de vie d'Eglise, on mesure combien ses structures et même sa pensée (la théologie) ont été conditionnées par les sociétés où Elle s'est installée. On en vient aujourd'hui à remettre en question la place et le rôle d'une caste cléricale — ou, tout simplement, d'un clergé — avec la théologie du sacerdoce y attenante. On se fie alors à l'expérience de communautés nouvelles pour faire surgir les signes et les formes de nouveaux ministères contribuant à édifier l'Eglise des temps qui viennent.

La Mission de France a largement contribué à sortir le sacerdoce d'une théologie lévitique (ministre du culte) et à sortir les prêtres d'un rôle de notables uniquement affectés au fonctionnement de l'Eglise. Elle a contribué à remettre le prêtre dans le peuple et à rendre au peuple sa fonction sacerdotale. Refusant de faire des laïcs les serviteurs du prêtre, elle n'a pas davantage enfermé le prêtre dans un rôle de serviteur des laïcs. Ce qui est premier, c'est le service de l'Evangile, un service qui ne se fait bien qu'ensemble, un ensemble où le prêtre a une responsabilité particulière.

Pourtant la Mission de France paraît à certains entretenir un vestige de caste à part. En ne rassemblant que des prêtres, en organisant entre eux une réflexion spéciale, en décidant entre eux des orientations et des choix pour leurs engagements, la Mission de France et ses membres reconstitueraient un « clergé ». Nous sommes, quant à nous, persuadés que nos formes d'existence collective, notre institution, sont, sur ce point, à reconsidérer et à modifier.

Les formes futures du ministère restent aussi certainement à inventer. Les expériences nouvelles du Peuple de Dieu dans l'aujourd'hui du monde sont des lieux où parle l'Esprit et nous devons l'écouter, chercher à comprendre. Reste que, pour comprendre, il faut aussi écouter la Parole transmise par la tradition. « L'Eglise, écrit le Père Congar, doit naître sans cesse dans une humanité qui sans cesse se renouvelle — la foi aussi, c'est la même chose — on l'a naguère trop oublié. Mais ce qui doit naître sans cesse, c'est l'Eglise

et la foi de toujours ». (« Esprit » n° spécial, nov. 1971, p. 628). Le prêtre a une responsabilité dans ce royaume qui se construit, dans la dynamique des « choses nouvelles et des choses anciennes » (nova et vetera), le prêtre et les prêtres, collégalement. Dans un temps comme le nôtre cette responsabilité des prêtres comporte de redoutables exigences dont il est urgent de prendre la mesure, ce n'est sûrement pas le moment de nous y dérober.

Ces quelques considérations n'épuisent pas le sujet. Nous avons voulu ouvrir la réflexion et non la limiter. Pour ce qui est du vieillissement, *d'autres signes sont à analyser*. Par exemple : le langage employé et le sigle lui-même « Mission de France », la rigidité des communications dans le groupe, la perte d'une spontanéité hardie et joyeuse pour communier dans la foi, ne cessant d'espérer en Celui qui nous a choisis et nous a envoyés. « Votre course partait bien, écrivait Paul aux Galates, qui a entravé votre élan ? ».

Ne doutez pas du don de Dieu

Dans les circonstances où nous sommes et pour imaginer l'avenir, il faut aussi discerner ce qui, dans la Mission de France, continue d'être promesse au delà des bilans et des mises en question. C'est sans doute ce que ressentent ces compagnons de route qui nous disent : « tenez bon, vous n'avez pas le droit de laisser tomber ce que vous avez contribué à faire surgir ». C'est en pensant à eux, en nous adressant à eux, que nous voudrions ouvrir *ce troisième champ de réflexion*.

A travers les considérations qui précèdent on pourrait par moment nous croire toujours enlisés dans des débats de procédure en appelant aux autorités, ou dans des examens de conscience quelque peu masochistes. Ce serait une caricature. Il y a à la Mission de France assez d'humour français (2) et de fierté chrétienne pour reprendre — à la façon

(2) Ne pourrions-nous redire ce qu'écrivait Péguy :

« et non point par vertu, car nous n'en avons guère,
et non point par devoir, car nous ne l'aimons pas,
mais comme un charpentier s'arme de son compas
par besoin de nous mettre au centre de misère ».

de l'apôtre Paul — l'éloge du ministère qui nous a été gratuitement confié. (cf. le chapitre 11 de la 2^e épître aux Corinthiens).

Nous sommes, nous aussi des prêtres profondément attachés à leur temps, *hommes parmi les hommes*, reconnus comme tels et trouvés solidaires partout où fermente quelque libération (3). Dans cette authenticité humaine, dans ce compagnonnage, l'Evangile dévoile son sens et prend vigueur. On le retrouve : « signe de contradiction », « pour la chute ou le relèvement », force de liberté, exigence de transformation jusque dans le secret des cœurs. Avant même de savoir le dire et de pouvoir s'en expliquer, Dieu est là, il nous fait vivre. Dans ce monde en croissance, nos comportements cherchent à le manifester.

Nous en sommes plus que jamais persuadés, les temps qui viennent parce qu'ils seront une étape dans la croissance de l'humanité, appellent et susciteront un déploiement de la foi, une plus profonde compréhension de ce que Jésus-Christ est venu révéler et entreprendre. Si nous parlons d'incroyance et d'athéismes, ce n'est pas adopter un point de vue négatif, c'est pour marquer l'enjeu. Toute croissance humaine comporte, au cœur de l'homme, un certain défi à la reconnaissance de Dieu. La foi ne va pas de soi, elle est combat de l'homme avec Dieu, elle est conversion. Nous éprouvons nous-mêmes, en acceptant ce défi, ce qui s'opère d'éveil de conscience, d'appel à vivre en homme, à connaître, à servir.

Prêtres nous cherchons, chacun selon sa grâce, à vivre cette croissance de l'homme, du monde et de la foi, dans tous les lieux et le milieu où fermentent l'avenir de l'homme et celui de la société. Peu nombreux, nous avons ensemble voulu, par quelques-uns du moins, partager aussi l'éveil et le combat des hommes du Tiers-Monde. Ce qui nous y

(3) Pour ne parler que des engagements plus caractérisés, on peut rappeler les chiffres suivants :

- 75 prêtres au travail en monde ouvrier dont 41 en équipes de P.O.
- 40 prêtres au travail dans des groupes humains plus particuliers (hôtellerie, marins, scientifiques, hôpitaux).
- 19 prêtres au travail en milieu rural.
- 39 prêtres en divers pays du Tiers-Monde.

(Cf. Documentation Catholique, n° 1589, p. 641).

attire, c'est, dans le même esprit, à la fois une soif de rencontrer l'autre dans son étrangeté par rapport à nous, d'apprendre de cet autre à mieux connaître Dieu, et le besoin obscur d'engager un dialogue entre les cultures et les races, d'ouvrir les prisons où s'enferment notre Occident et l'Eglise en cet Occident.

Réjouissons-nous de ce que, aujourd'hui, cette attitude, ce mode d'existence des prêtres, cette perspective évangélique, ne constituent aucunement l'originalité de la Mission de France. Ce qui la caractérise davantage c'est la mise en œuvre d'une réflexion commune pour *l'intelligence de la foi* dans les mentalités nouvelles. Si une sorte d'instinct évangélique, un dynamisme spirituel, nous font communier aux luttes et aux espoirs pour l'avènement de la justice, la réalisation d'un monde meilleur ; si le croyant en Jésus Christ peut vivre là sa foi sans se soucier de raisonnement et de discours, ce ne peut pourtant lui suffire ni accomplir la mission confiée par le Christ : « de tous les peuples faites mes disciples ». Le moment vient où il faut exprimer — et d'abord à soi-même — la réalité et la signification de cet événement unique que constitue pour tout homme le fait Jésus-Christ.

Ce problème aujourd'hui prend une envergure étonnante, celle de la crise provoquée partout par le développement de l'ère industrielle et urbaine. Tous les continents sont atteints, toutes les sociétés, les plus traditionnelles et celles que l'on dit « évoluées ». Réagissant à cette provocation ou à cette agression, les races, les cultures, les milieux sociaux manifestent de diverses façons leur sens de la vie et leurs choix humains. Ce sont autant de creusets où l'expérience de la foi doit elle-même se comprendre et s'exprimer. Ces expériences diverses sont indispensables les unes aux autres. L'échange, la critique, la confrontation sont garants de la fidélité de chacune et amorcent la venue de la communion catholique, sortie des langes de l'uniformité. C'est à cela que correspondent les solidarités recherchées au sein de la Mission de France.

L'importance de cette fonction semble apparaître de jour en jour davantage, tandis que partout la foi est mise en

question, subissant l'érosion des nouvelles mœurs et des nouvelles mentalités. Vivre hardiment les combats de ce monde, participer pleinement à l'enfantement d'un autre monde, mais retrouver ensemble le contenu et le sens aujourd'hui de la Parole inscrite par le Christ en un temps et en un lieu de l'histoire humaine. Ceux qui prennent conscience de cette tâche, en Occident et dans le Tiers-Monde, appellent *l'instauration de tels échanges et de telles solidarités*. Il est vrai aussi, parallèlement à cette requête, que se manifeste une méfiance sourcilleuse à l'égard de toute structure, un réflexe un peu méprisant pour une réflexion intellectuelle. C'est Etienne Borne qui relève, dans la revue *Esprit*, au numéro déjà cité : « La spécificité de la crise contemporaine qui, à force d'accumuler des radicalités de sens contraire et de dévaloriser les instruments de culture et de pensée... risque de perdre, soit dans une confusion indébrouillable, soit dans des nœuds de contradictions insolubles, les promesses de renouvellement et d'approfondissement qu'elle pouvait contenir » (page 637).

Pour répondre à cette requête, la Mission de France avait établi des solidarités étroites, depuis l'équipe de base jusqu'aux instances régionales et nationales, y compris quelques réseaux en des pays du Tiers-Monde. Elle avait aussi mis en place un équipement pour la recherche, étudié en pratique ce qu'aurait à être une formation, tant préalable que permanente, pour entrer dans cet effort collectif. Parler, d'un avenir c'est aussi parler de cela. Comment, avec qui, reprendre aujourd'hui ce projet et lui donner corps ?

*
**

Ces quelques thèmes de réflexion paraîtront peut-être d'un énoncé rapide et insatisfaisant. Encore une fois, ils veulent uniquement ouvrir des chapitres de réflexion, présenter pourquoi et sur quoi la Mission de France va tenir en septembre une Assemblée générale. Celle-ci n'a pas la prétention de remplacer du jour au lendemain une institution par une autre. Si les institutions sont au service de la vie d'un groupe, elles participent de cette vie, leur changement se fait à la façon d'un vivant. La biologie ne connaît pas de mutations brusques.

Ce qu'il importe de faire, à cette Assemblée générale, c'est de nous dire le contenu que nous donnons ensemble aujourd'hui à l'appel qui fonde nos existences. Peut-être serons-nous en mesure, à partir de là, de proposer largement à d'autres, connus ou non, de poursuivre ensemble l'énoncé d'une telle charte avec les engagements réciproques qu'elle appelle, les solidarités précises qu'elle suppose, à la mesure de la tâche qui se fera de plus en plus urgente et vaste.

Ainsi cette Assemblée générale sera un moment charnière entre un passé qu'il faut conclure et un avenir qu'il faut ouvrir, souhaitant que d'autres se lèvent pour en partager l'aventure.

Norbert GUILLOT — Noël LE SAOUT
Charles ROUSSEAU — André WEERS

N.B. — Pour la préparation de cette Assemblée générale, une commission travaille actuellement sur ces divers points de réflexion. Tous ceux de nos lecteurs qui auraient quelque chose à lui dire sont cordialement invités à le faire. Ils peuvent écrire à l'adresse suivante :

Commission Assemblée générale

Mission de France

B. P. 38

94 - FONTENAY-sous-BOIS

Quel est donc le rôle de notre assemblée, son but, sa méthode ? C'était une question souvent posée avec agacement dans les couloirs du synode.

Il était entendu au départ qu'il ne s'agissait pas d'un mini-concile. Une définition négative ne suffit pas à dire ce qu'il y a à faire. On se mit au travail pratiquement comme s'il s'agissait d'une sorte de concile... mais sans les voies ni les moyens adéquats.

À partir de là la procédure se précisait empiriquement au fur et à mesure sans que l'on sût bien où on allait, ni par quels chemins et quelles étapes.

Cela donna la marche suivante.

- Des déclarations de huit minutes en séances générales : moins une mise en commun qu'un déballage d'opinions juxtaposées sans échange et inutilement répétées ; tous les sujets sur le prêtre abordés à la fois, alors que chacun, avec ses arrière-plans anthropologiques, scripturaires et théologiques, appelait un approfondissement. Déjà l'attitude défensive de la majorité des évêques se manifestait.

- Ensuite des carrefours (qui éalisaient leur président et leur secrétaire), permirent une certaine rencontre d'esprits différents et une réflexion commune : rares furent les présidents qui imprimèrent un tour directif à la discussion ; et les synthèses des secrétaires étaient soumises aux membres des carrefours. C'est, à mon avis, ce qu'il y eut de meilleur dans le synode.

- Les rapports des douze carrefours devaient fournir la matière et l'orientation du texte sur lequel l'assemblée se prononcerait, mais qui aurait charge de ce texte ? Des pères avaient demandé qu'on élise une commission. Leur requête fut écartée, et la rédaction fut confiée aux théologiens désignés avant le synode (ils étaient cinq au début, deux abandonnèrent en cours de route) : mais leur texte devait être soumis à un groupe composé des cardinaux rédacteurs des rapports introductifs (Hoffner et Tarancon), des douze secrétaires des carrefours (que nous n'avions pas élus dans cette perspective : toujours l'improvisation !) et... des dits théologiens.

- Le texte fut enfin présenté à l'assemblée, non pour être discuté, mais pour être voté, avec toutefois la possibilité de présenter des amendements.

Il y a évidemment beaucoup à critiquer dans un tel déroulement : l'imprécision où on était laissé tout au long, la dispropo-

portion entre le volume des questions et les moyens de réflexion offerts, entre le déballage et la recherche en commun, la précipitation finale, le peu de possibilité pratique de faire jouer le jeu des amendements. Un rôle, que beaucoup estimèrent trop décisif, revint de ce fait aux théologiens dans l'orientation du texte final. L'assistance du Saint-Esprit ne dispense pas de respecter les exigences du travail en groupe, en demandant s'il le faut aux connaisseurs leur assistance.

Cette procédure fut reconduite lorsqu'on passa à la question de la justice. Sans doute l'objet de la réflexion conduisait-il à élargir l'horizon ; sans doute les rédacteurs donnèrent-ils au document un ton plus positif. Mais le peu de temps restant disponible obligea les pères à expédier encore plus rapidement le travail. Le texte en porte la trace : Le style est lourd et embarrassé ; le fond appelle des précisions, des compléments, des justifications qui auraient amélioré sensiblement sa qualité.

*

**

Ces imperfections et, en ce qui concerne le document sur les prêtres, cette médiocrité, dues pour une part à une conduite déficiente du travail, ont abouti à ce qu'en fin de parcours, on se préoccupe du rôle exact du synode. Les pères ne tenaient pas à une promulgation directe du texte. Qu'on le transmette au pape, disaient particulièrement ceux qui en étaient le moins fiers ; il le recevra comme un avis, comme le sentiment dominant du synode, et il en fera ce qu'il jugera le meilleur. Après tout, ne sommes-nous pas rassemblés autour de lui, comme un conseil presbytéral autour de l'évêque ?

Il y a là un danger d'opportunisme et de démission.

Qu'on décide de ne donner qu'un poids modeste à un document qui ne mérite pas plus, soit. Mais qu'on n'invoque pas pour cela une définition minimisante du rôle du synode.

La mise en œuvre sous diverses formes de la collégialité est difficile. Il faut inventer. Le synode est une invention. Il devrait être un moyen pour les évêques d'exercer, entre les conciles, leur responsabilité de gouvernement de l'Eglise universelle, sous la présidence du pape évidemment. Sinon le système centralisateur antécédent se perpétuera sans changement appréciable. La direction de l'Eglise repose sur les douze, avec Pierre pour chef, et non sur celui-ci seul, même assisté d'une curie plus internationale. Nommer des non-italiens à la tête des services centraux ne change pas la nature de la centralisation. Les

Les résultats du travail

défauts que l'on reproche au système ne tiennent pas à la nationalité italienne. Y a-t-il peuple à l'instinct plus centralisateur et systématique que le français ? D'autre part, il faut des services centraux, mais subordonnés aux douze. Or il apparaissait, pendant le synode, que celui-ci se juxtaposait à la curie, en nouveau-venu moins introduit, moins équipé, mal rôdé, et en éventuel concurrent. Le secrétariat permanent du synode ne devrait pas être seulement un petit comité préparant la prochaine réunion (pour dans trois ans), mais le représentant du dernier synode auprès du pape et le co-responsable de l'exécution des décisions prises conjointement par lui et l'assemblée. Ainsi les expériences variées et la richesse des inspirations d'une Eglise répandue à travers le monde joueront mieux le rôle essentiel qui leur revient dans la symphonie dont le pape assure l'orchestration. La curie est au service du pape bien sûr, mais d'un pape qui gouverne avec les évêques.

L'opinion publique s'est montrée sévère pour le synode.

Je pense personnellement, malgré les critiques que je fais ci-dessus, que le bilan n'est pas négatif.

Tout d'abord il a été un lieu de rencontre. Ce n'est pas rien. Même infirme, une certaine confrontation se fait dans une rencontre. Il y a eu des discussions de couloirs, des liens fraternels noués, des échanges d'idées et d'expériences, des explications sur les divergences. A travers leurs représentants, les églises sont ainsi appelées à relativiser leurs points de vue, et des échanges plus profonds se préparent pour d'ultérieures rencontres.

Mais je pense aussi aux deux documents synodaux.

Celui sur le ministère est certes décevant en ce qu'il répond mal aux questions graves posées avec insistance par ceux qui s'y affrontent sur le terrain. Il est par endroit en deça de Vatican II, dont pourtant il aurait dû prolonger l'effort. Il utilise jusqu'à l'excès le contrepoint de la mise en garde, du « mais » et du « cependant », au lieu de lancer un appel mobilisateur au nom de Jésus-Christ. Mais il comporte quand même quelques ouvertures : sur la participation des prêtres aux « activités profanes », y compris politiques (encore que le langage embarrasé témoigne de l'embarras de la pensée) ; sur les petites communautés qui se voient reconnues (et même mystérieusement investies d'une responsabilité missionnaire), sur le lien interne entre évangélisation et mission. Il n'était pas inutile non plus

de rappeler à la mémoire d'églises peu pressées, des orientations déjà données par le concile, telles que la « coopération responsable des prêtres avec les évêques ».

Le document sur la justice est bien plus riche. Il est d'un autre ton et d'un autre esprit. Si imparfait qu'il soit, on doit lui reconnaître plusieurs mérites, souvent inédits.

Tout d'abord, à l'encontre des vieux dualismes juxtaposant ou superposant spirituel et temporel, ordre naturel et ordre surnaturel, il s'efforce d'articuler, en face des problèmes concrets, la libération totale de l'homme et le salut apporté par Jésus-Christ : « Le combat pour la justice et la participation à la transformation du monde nous apparaissent pleinement comme une dimension constitutive de l'Evangile... ». Il articule conversion des cœurs et conversion des structures sociales, au lieu d'en faire deux moments successifs.

La nouveauté majeure de ce document me paraît être le genre littéraire qu'il inaugure.

L'Eglise a déjà souvent traité des problèmes de justice. Elle le faisait comme « mater » et comme « magistra », dans un monde où une minorité seulement d'hommes la reconnaissent pour mère et lui accordent une autorité magistrale. Le synode procède autrement. L'Eglise parle à l'Eglise, dans une sorte d'examen de conscience, ou mieux de révision de vie. Elle ne fait pas la leçon aux hommes, mais se situant parmi les hommes affrontés aux problèmes de l'injustice et de l'oppression, elle se regarde dans le miroir de l'Evangile. Elle ne cite pas les coupables à son tribunal, mais elle invite ses propres membres et s'exhorte elle-même à la conversion : « Si l'Eglise doit témoigner de la justice, elle reconnaît que quiconque ose parler aux hommes de justice doit d'abord être juste à leurs yeux ».

A partir de ce point de vue, le synode observe que les chrétiens témoignent pour la priorité du droit et de l'amour aussi bien au cœur des luttes politiques auxquelles ils participent que dans l'action non violente. Il s'applique surtout à « examiner avec soin les procédures, les possessions et le style de vie de l'Eglise ». L'accent est mis de façon inaccoutumée sur le devoir d'ajuster son train financier sur l'esprit de l'Evangile, sur l'application à l'Eglise du respect des droits de l'homme, sur la promotion de la femme, sur le partage des ressources humaines, spirituelles et matérielles, entre églises des pays riches et des pays pauvres...

Conclusion

Etant donné qu'elle joue un rôle important dans le domaine de l'éducation, elle s'interroge sur la qualité de son travail, et décide de donner toute sa place au sens de la justice dans ses diverses manières de former les consciences : première initiation familiale, écoles diverses, catéchèse, sacrements : la dénonciation du péché, la pénitence, l'Eucharistie ne sont vraies que si la dimension sociale de la faute, de la conversion et de l'existence chrétienne est manifestée. Elle ne veut pas contribuer à « façonner l'homme que requiert l'ordre établi, un homme à son image, non pas un homme nouveau, mais une reproduction de l'homme tel qu'il est ».

Mais elle reconnaît que, si ses institutions doivent collaborer à cette éducation, « les autres écoles aussi, les syndicats et les partis politiques » le font et ont à le faire. Autrement dit elle se situe au milieu d'un monde plus vaste qu'elle, dans un esprit de participation à tout ce que les hommes mettent en œuvre pour le développement, en demandant que soient respectées les caractéristiques de chaque peuple, sa responsabilité, et sa place dans l'œuvre commune.

Ces réflexions ne sont ni exhaustives ni infaillibles. Critiques, elles ne se veulent pas négatives. Elles sont plutôt animées par l'espérance que les défauts reconnus de l'expérience 1971 serviront à redonner vie à l'activité synodale de l'Eglise. Le public, chrétien et non chrétien, a généralement été déçu : nous aurions aimé que l'épouse de Jésus-Christ donne une image plus séduisante d'elle-même. Nous redoutons que les réponses insuffisantes données à des questions graves risquent de retarder les progrès exigés par les circonstances et encouragés par Vatican II. Ce n'est pourtant pas le moment de traîner.

Mais il faut surtout redouter que les impatientes du présent et les nostalgiques du passé, alliant leur critique négative, arrivent à déconsidérer le synode lui-même : il représente une chance d'ouverture catholique pour une Eglise prompt à se réfugier dans son enclos ; il est une forme de cette communion active que la discipline et le juridisme ne peuvent remplacer. L'avenir dépend de notre action dans l'Eglise telle qu'elle est pour frayer les voies de l'Evangile pour tous et de la solidarité entre tous.

Cheminements

pour retrouver la réalité de l'Eglise et la construire aujourd'hui

L'Equipe des Services

L'année dernière, le numéro 25 de la Lettre aux Communautés présentait quelques fiches de travail qui annonçaient une recherche commune sur l'Eglise. Chaque fiche de travail constituait une voie d'accès aux questions que nous pose la réalité de l'Eglise dans le monde d'aujourd'hui.

Le texte qui suit est une relecture des contributions d'un certain nombre d'équipes à partir des voies d'accès n° 1, 4, 6 et 7. Cette relecture nous a permis de regrouper un certain nombre de notations sur « l'Eglise déjà là » (1^{re} partie), de déga-

ger quelques perspectives dominantes sur « L'Eglise que nous cherchons » (II^{me} Partie) et finalement de nous interroger sur ce qui sous-tend nos refus, nos critiques et nos itinéraires : « Quelles motivations sont derrière nos rejets et nos recherches actuelles ? » (III^{me} Partie).

Ce texte établit donc un premier bilan de nos réflexions sur l'Eglise et il essaie d'indiquer quelques voies d'approfondissement qui devraient nous orienter vers la mise au jour du sens de l'Eglise qui anime nos démarches et nos visées présentes.

I^{re} partie L'Eglise déjà là - L'Eglise des gens Structures et mentalités d'hier

Une relecture des réflexions sur l'Eglise déjà là, l'Eglise des gens, les structures et les mentalités d'hier, fait apparaître en gros plan les données suivantes :

Une Eglise encore prisonnière des ambiguïtés du sacré et du religieux.

L'Eglise : lieu de mystère, espace sacré que l'on n'a pas le droit de toucher (sacré, religieux : domaine à part, intouchable).

Elle offre le self-service des rites de passage. On passe à l'Eglise aux grands moments de l'expérience humaine.

Une Eglise pyramidale où le curé est à la fois le leader d'une communauté, le médiateur culturel, le sorcier des forces divines. L'Eglise est le moyen de se concilier la puissance de l'au-delà invisible.

Ce qui est souligné dans ces réflexions, finalement, c'est la majoration du côté « religion » dans bien des pratiques et des attitudes courantes des membres de l'Eglise.

L'équipe de la Patte d'Oie de Toulouse met bien en lumière cette majoration tout en évitant d'opposer systématiquement Foi et Religion :

« Nous sommes tributaires d'une Eglise qui s'est structurée pour jouer un rôle d'assistance spirituelle auprès du maximum de personnes afin de les encadrer dans la vraie religion détentrice des moyens de Salut... L'action de l'Eglise était alors d'autant plus féconde que les consciences étaient plus jeunes et malléables. En fait, souvent, on développait des habitudes religieuses et morales plus que la foi en Jésus-Christ... »

« Dans tout cela n'a-t-on pas beaucoup exagéré l'importance des rites chrétiens et des pratiques chrétiennes comme moyens de Salut ? Il faut les remettre à leur place, qui est secondaire, à côté de ce Sacrement primordial que devrait être l'Eglise comme signe de Dieu révélé dans l'Histoire et signe d'une possible humanité nouvelle. »

« N'opposons pas trop vite Foi (ou Evangile) et Religion, mais il semble que le signe du culte nouveau en J.C. ne brille vraiment que quand l'aspect « religion » est relativisé. »

« Lorsque l'Eglise pense surtout à faire pratiquer ses rites et sa morale au plus grand nombre, elle accroît son côté religion. Elle aménage des aumôneries dans le plus possible d'écoles, d'hôpitaux, de casernes... Elle multiplie les lieux de culte... Elle organise des pèlerinages, des cérémonies de toutes sortes et édicte des règles morales. Elle risque alors de verser dans le »

cultuel, le moralisme, le sacramentalisme... et elle accepte une large part de formalisme. Sous prétexte d'atteindre la masse, les petits, elle grossit son organisation et par conséquent ses compromissions avec les riches et les puissants. Elle arrive effectivement à marquer beaucoup d'hommes d'un vernis religieux de plus ou moins bonne qualité (qui peut même rendre imperméable à Jésus-Christ). Elle devient une religion parmi d'autres, mais n'apparaît nullement comme une bonne nouvelle et un signe d'espérance, et surtout pas pour les « petits » même s'ils sont friands de religiosité. Et si quelqu'un arrive à découvrir Jésus-Christ dans tout cela, il se sent très vite porté soit à quitter cette Eglise-boutique, soit à lutter pour sa transformation ».

Une église vue surtout à travers son rôle sociologique dans la chrétienté.

1. Elle est facteur de stabilité dans la société,

garantie de l'ordre moral et de l'ordre social. Elle fournit une sécurité, un catéchisme, des règles de conduite. Une Eglise de l'ordre et de la discipline. Une Eglise liée à ceux qui ont traditionnellement le pouvoir : les familles en place, les gens assis, les bien-pensants.

2. Elle est facteur d'intégration sociale

« L'Eglise est un moyen d'intégration dans la société locale. On se mettrait à part, on ne serait pas comme les autres, si on ne se mariait pas à l'Eglise, si on ne faisait pas baptiser les gosses, tant que cela se fait encore » (Chalus).

3. Une Eglise témoin du passé,

lieu du retour à l'enfance, lieu de la routine, de la persistance des formes anciennes. L'Eglise musée, conservatrice des vieilles traditions de notre société (cf. Maurice Druon). Une Eglise qui cultive la mentalité fixiste, la religion du souvenir, la foi comme héritage de famille.

Une Eglise vue surtout à travers son caractère institutionnel ou, plus exactement, ses institutions en place.

1. Elle apparaît alors avant tout comme un ensemble de structures, avec en gros plan la structure hiérarchique : les curés, les évêques, le pape. Elle est un appareil juridique qui établit les règles de la vie morale, personnelle, conjugale, sociale. Elle apparaît à travers ses formes de gouvernement sur les fidèles. Elle apparaît comme une Eglise enseignante, dépositaire de la vérité et chargée de la transmettre. Son attitude est très dogmatique : elle réduit les fidèles à être des consommateurs de principes et de règles de vie.

2. Sa structure sociologique de base est la paroisse. Une Eglise qui rassemble les gens à partir de ses implantations géographiques, d'une manière indifférenciée, qui réunit les gens les plus opposés dans l'échelle sociale et dans l'éventail politique. Une Eglise qui survole, télescope les différences sociales et politiques, sans effectivement les prendre en charge.

Questions que l'on peut se poser

Dans ces réflexions, la tendance est très nette à rejeter ce visage religieux, ce rôle sociologique de l'Eglise, ce primat de son caractère institutionnel : tout cela aboutit à Eglise insignifiante ou contre-signé. L'Eglise vivante doit se présenter autrement.

Mais est-ce que ce rejet, très lié à des formes sociologiques de la présence de l'Eglise que nous connaissons bien, ne fait pas l'économie d'un regard plus théologique sur l'Eglise?

L'Eglise déjà là, c'est aussi l'Eglise qui nous précède en ce sens qu'elle est l'Eglise que nous recevons de la Parole de Dieu, de l'Evangile, de la parole des Apôtres, et que nous ne pouvons créer véritablement à partir des besoins, des aspirations et des recherches des hommes.

Ce regard sociologique sur l'Eglise déjà là ne fait-il pas écran à un regard plus théologique, soucieux de rendre compte de la réalité profonde de l'Eglise, de son fondement évangélique ?

Ce dépassement nécessaire du regard sociologique sur l'Eglise déjà là est bien exprimé par l'équipe de la Patte d'Oie de Toulouse :

« Le souci de l'Eglise se vit également dans nos efforts pour que par son aspect organique et visible l'Eglise témoigne de l'Amour de Dieu et du monde nouveau inauguré par J.C. L'Eglise-institution est pour nous autre chose qu'une cible facile, même s'il y a beaucoup à démolir et à transformer. Souvent on confond l'Eglise dite institution avec la sociologie actuelle des rapports ecclésiaux (hiérarchie - base) ou des rapports des gens d'Eglise avec les pouvoirs profanes, et on minimise une organicité et des responsabilités d'Eglise qui lui sont essentielles bien qu'à réformer profondément ; par ex. la catéchèse, les sacrements, l'expression publique de la Foi, etc.

« Plus nous nous enfonçons dans les soucis et les liens professionnels, plus nous sommes acculés à aller à l'essentiel dans le service des déjà-chrétiens et dans les structures de l'Eglise-institution.

« Il y a heureusement une autre façon d'envisager l'Eglise déjà-là, et c'est elle qui sous-tend nos recherches et nous met souvent en difficulté avec les milieux traditionalistes.

Il s'agit alors d'une Eglise qui cherche surtout à être signe de l'Evangile. Une Eglise qui relativise tout l'institutionnel sans le rejeter : les sacrements, le culte, la morale, les œuvres, les dévotions, les règlements... Ne comptant pas d'abord sur tout cela, mais sur la force de l'Esprit, elle peut envisager d'être servante et pauvre.

« Une Eglise basée sur la Parole de Dieu et la recherche de J.C. hier et aujourd'hui. Une Eglise qui s'essaie pauvrement à vivre les Béatitudes et à prendre au sérieux la folie de l'Amour. Une Eglise libre pour interpeller les puissants. Une

Eglise qui sait l'ambiguïté de la religiosité et ne la baptise pas sans conversion. Une Eglise qui s'adresse avant tout aux adultes et n'est pas obsédée par le souci de prendre tout le monde dans ses filets ».

II^e partie L'Eglise que nous cherchons, l'Eglise à naître, une conscience nouvelle de l'Eglise

Une relecture des réflexions sur l'Eglise que nous cherchons, l'Eglise à naître, une conscience nouvelle de l'Eglise, les implications du partage de vie, laisse apparaître les données suivantes :

Le grand courant-force qui se dégage c'est la tension vers une Eglise qui soit digne de la foi, qui interpelle effectivement l'humanité à partir des ressources vives de sa foi.

L'enjeu majeur de cette Eglise qui se cherche, qui doit naître, c'est la foi à proposer à un monde sécularisé qui méconnaît ou reconnaît difficilement la valeur d'un message qui n'est pas d'abord tributaire des expériences, des responsabilités et de la maîtrise de l'homme.

La condition première de cette Eglise est le partage de vie :

une Eglise effectivement partie prenante des problèmes et des questions des hommes, une Eglise qui vit l'aventure humaine de cette fin du XX^e siècle, une Eglise qui souligne, prend en charge le sérieux de l'expérience humaine, des réalités humaines, une Eglise respectueuse de l'homme.

Ce qui veut dire :

a) Une Eglise qui « n'a pas la vérité », mais qui la cherche à la lumière de J.C., une Eglise humble et discrète qui n'impose pas sa parole, qui n'est pas d'abord une Eglise enseignante ; une Eglise qui craint le prosélytisme, qui ne cherche pas à annexer ou à récupérer les valeurs humaines ; une Eglise qui va jusqu'à éviter le mot « mission », trop significatif de « conquête ».

b) Une Eglise qui participe à la diversité des milieux humains, à la diversité des expériences vécues par les hommes d'aujourd'hui ; une Eglise qui ne télescope pas les diversités sociales et culturelles, une Eglise « qui n'est pas automatiquement tout le monde », qui craint l'utilisation abusive du mot « unité » ; une Eglise de diaspora dans les divers secteurs sociologiques de notre société.

La condition seconde, de cette Eglise qui se cherche, est l'appel aux ressources créatrices de la foi.

« Une Eglise de la foi et non de la loi, une Eglise de l'Esprit et non de la lettre. Une Eglise qui est vie et non pas doctrine ou loi, même si doctrine et loi sont nécessaires. Une Eglise qui puise sa vitalité dans l'expérience Résurrection - Pentecôte ». (La Rochelle).

Une Eglise qui propose une espérance concrète, une Eglise de la bonne nouvelle, une Eglise qui vit à la lumière de la Promesse faite par J.C. ; une Eglise qui est communauté eschatologique, qui a une attitude prophétique au cœur de la société.

Et par là « une Eglise de la certitude, de la joie et du dynamisme :

« Certitude que l'humanité, telle qu'elle est, a un sens, qu'elle est appelée, qu'elle est en route vers l'unité, vers un terme où Dieu sera tout en tous.

Certitude que la Révélation n'est pas toute faite, qu'elle doit naître et grandir en chacun et en chaque génération, car

elle est conquête progressive d'un sens à la vie, invitation à toujours tout recommencer ». (La Rochelle).

Ce qui veut dire :

— Une Eglise qui rend possible le partage de la foi et une confrontation très directe avec des incroyants :

« Une Eglise où l'on partage : une Eglise informée où l'on redécouvre sans cesse pour l'aujourd'hui la bonne nouvelle de la Croix et de la Résurrection de J.C., pour donner sens et espérance à la vie et aux projets humains collectifs » (Châlus).

— Une Eglise qui revient au sérieux de la prière, qui se dépouille du folklore religieux (avec le danger constant d'une épuration tournée vers une foi chimiquement pure) : importance du renouvellement de la liturgie pour les jeunes, sens de la fête, besoin de célébrations très en prise sur la vie et en même temps très significatives d'une foi vivante, actuelle, nourrie d'Évangile.

— Une Eglise « qui n'est réelle qu'au delà d'elle-même » : accueillante aux incroyants, accueillante aux langages des hommes d'aujourd'hui, qui accepte de se transformer de l'intérieur par l'accueil d'autres expériences pour être mieux à même de dire sa foi.

— Une Eglise de plus en plus dissoute au niveau des institutions (contraire à l'Eglise institutionnelle, disent certains : « Faut-il mettre un signe égal entre Eglise institutionnelle et Eglise vivante ? Non. » Tergnier). Une Eglise de petites communautés de plus en plus diversifiées qui accepteraient de se confronter, de petites communautés de gens qui cherchent le Christ et qui font naître et grandir l'Eglise dans leurs milieux de vie..

**Une dernière condition de cette Eglise qui se cherche,
c'est l'appel à une Eglise exigeante,
qui ne craint pas de radicaliser l'attitude de foi.**

Une Eglise qui accepte une confrontation plus exigeante avec les problèmes qui sont posés à la foi par la société séculière : société qui vit sous le régime de l'absence de Dieu :

« Partageant cette absence de Dieu, apprenant humainement les choses humaines, à résoudre humainement les problèmes humains comme le font les hommes dont nous partageons la vie, on ne peut pas ne pas se poser la question : que vient faire Dieu là-dedans ? Et où est Dieu et qui est Dieu ? » (André Bousquié).

Vivre la foi « c'est s'en remettre à Dieu, ce n'est pas vivre à son propre compte ». (A. Bousquié).

Obligation de mesurer la conversion qu'impose le monde d'aujourd'hui.

Approfondissement de l'attitude de foi à partir du thème moderne de l'aliénation : vivre en dépendance d'un Autre, est-ce contraire à la vérité de l'homme ou significatif de la vérité de l'homme ?

A travers cette vision de l'Eglise qui se cherche, on discerne déjà le dépassement d'un certain nombre d'équivoques ou de difficultés, même si ce dépassement n'est pas toujours explicitement formulé :

— Cette vision de l'Eglise qui se cherche détecte l'abus d'une certaine théologie des signes des temps, des signes de Dieu dans le monde.

On discerne les impasses de la question : Comment le Royaume de Dieu s'inscrit-il dans les projets humains ? Quels en sont les signes ? Le Royaume de Dieu peut-il se réduire à ce que nous pouvons en saisir dans la vie des hommes ?

— On est plus critique à l'égard de toute forme de moralisation de l'attitude évangélique (même si cette moralisation est de type dynamique, il s'agit tout de même d'une moralisation).

L'Evangile semble lié avant tout à la promotion de l'homme et non à la découverte de l'Alliance de Dieu et de l'homme en J.C.

— L'originalité de la foi comme proposition faite à l'homme en J.C. permet de mieux situer le lien entre J.C. et les valeurs humaines qui ont leur consistance propre.

— On accepte davantage la confrontation au sens de Dieu, à ce que veut dire sa Transcendance au cœur de la vie humaine : la confrontation à la référence au Père, décisive dans la vie en J.C.

— On voit mieux que la foi à sa racine est d'abord réponse à une annonce, à une interpellation, avant d'être reconnaissance de la présence de Dieu dans la vie des hommes.

● *« Présence active de l'Eglise au cœur du monde... mais cette présence active n'atteint sa plénitude, sa vérité, ne crée le Royaume qu'avec l'accord et l'engagement conscient de l'homme » (A. Bousquié).*

● La logique de la vie de l'Eglise n'est pas d'abord la logique de la reconnaissance de la présence implicite de Dieu dans la vie des hommes, mais la logique d'une Révélation qui découvre les hommes à eux-mêmes, qui découvre les hommes dans leur rapport à Dieu.

● La reconnaissance de la présence de Dieu est d'abord liée à l'écoute en profondeur de sa parole, à la réévaluation de sa propre vie à la lumière de cette parole.

— On est critique par rapport à une dilution du sens de la vie de l'Eglise dans les engagements humains ; l'Eglise vouée à célébrer ce qui se passe dans la vie des hommes, dans les événements humains, au lieu d'inviter à la conversion pour célébrer l'Alliance de Dieu et de l'homme en Jésus-Christ.

Cette Eglise à naître nous est présentée comme très centrée sur une vie de foi et une proposition de la foi exigeante. Mais que sera cette Eglise ? L'Eglise d'une élite ? Une Eglise de petites communautés ? Sera-t-elle encore l'Eglise au service de tous les hommes, à la disposition de tous les hommes ?

Cette Eglise à naître apparaît en effet très tributaire d'approfondissements personnels de la foi ou d'approfondissement en petits groupes. Cette Eglise ne précède plus ses membres dans sa pratique, dans ses formes de rassemblement. Elle est tributaire des cheminements personnels et communautaires, elle accepte les détours des démarches subjectives, des partages ; elle est tributaire des échanges inter-personnels. Il s'agit d'une Eglise sans véritable caractère institutionnel, sans véritable caractère hiérarchique : une Eglise livrée, d'une certaine manière, aux ressources et à la créativité de la foi de ses membres.

« Une Eglise de volontaires », dit l'équipe de la Patte d'Oie de Toulouse, en essayant de montrer qu'il ne s'agit pas pourtant d'une Eglise de purs ou d'élite :

« Une telle Eglise sera une Eglise de volontaires, de gens qui ont fait un minimum de choix conscients pour chercher J.C. et qui acceptent de se remettre en cause à partir de l'Evangile. C'est à tort qu'on parle alors d'Eglise de purs ou d'élite, car les choix dont il s'agit concernent l'accueil d'un Amour et non la valeur morale : si on croit en J.C., les pauvres sont plus aptes que les riches à cet accueil !

Une telle Eglise pourrait être un Appel pour beaucoup d'hommes. Elle pourrait être une Bonne Nouvelle. Cela ne veut pas dire que ces hommes rentreraient dans l'Eglise ! Cela est une autre affaire qui ne doit pas nous inquiéter outre mesure puisque nous savons que l'Esprit est déjà à l'œuvre au cœur des hommes. Peut-être même cet Appel ne sera-t-il pas perçu... Qu'importe ! L'essentiel est qu'il soit lancé : son cheminement dans le cœur des hommes est le secret de Dieu ! ».

Et l'équipe de la Patte d'Oie résume cette perspective dans cette formule :

« Pour nous, l'Eglise est le peuple de ceux qui ont connaissance de l'Evangile (si peu soit-il) et qui veulent s'y accrocher pour en vivre et en témoigner. Et le cœur de cette Parole de Dieu, c'est la manifestation en J.C. de l'Amour du Père, source de vie nouvelle ».

Cette Eglise de volontaires renvoie-t-elle suffisamment à l'institution de l'Eglise par J.C. et les Apôtres ? C'est la question que l'on sera sans doute encore appelé à se poser.

III^e partie

Quelles motivations sont derrière nos rejets et nos recherches actuelles ?

Ce troisième point voulait d'abord s'intituler : « L'Ecclésiologie sous-jacente à nos rejets et à nos démarches actuelles ».

Mais le travail que nous avons tenté dans l'équipe des Services nous a montré la difficulté de répondre de prime abord à une telle question. Nous nous étions posé la question suivante : « Essayer de repérer, à travers ce que nous avons vécu, ou certaines expériences typiques, ce qui informe et conditionne notre sens de l'Eglise ».

Les réponses ont été très différentes, et si l'on peut toujours détecter un sens de l'Eglise certain derrière nos expressions, il y a bien d'autres motivations dues à notre itinéraire, à notre enracinement familial, à notre sensibilité au monde d'aujourd'hui, aux milieux dans lesquels nous avons été plongés, qui entrent en ligne de compte.

La chrétienté dont nous sommes issus les uns et les autres, dans l'équipe des Services, ne nous a pas marqués de la même manière. Elle a pu engendrer très tôt dans notre vie un mouvement de refus ; nous avons pu au contraire en puiser toute la

richesse dans le cadre d'une bourgeoisie libre, indépendante, intelligente ; nous avons pu bénéficier d'une pastorale de chrétienté ouverte, accueillante, ou de tout l'enracinement rural de l'Eglise.

La sécularisation de la société moderne peut apparaître à certains comme un phénomène très nouveau qui remet radicalement en cause notre sens de l'Eglise et la manière d'envisager sa démarche aujourd'hui. Elle peut apparaître à d'autres comme une nouvelle face d'un phénomène très ancien : l'affrontement de l'Eglise au paganisme, à l'incroyance qui gît dans le cœur de tout homme, dans le cœur du psalmiste de la Bible comme dans le cœur du producteur ou du consommateur de nos villes modernes.

Le problème du rapport prêtres-laïcs peut apparaître à certains comme un problème qui se pose en termes radicalement nouveaux depuis Vatican II, depuis la remise en lumière de l'Eglise comme peuple de Dieu. Il peut apparaître à d'autres comme un problème de toujours, depuis la naissance de l'Eglise. Nous n'attachons pas la même importance les uns et les autres au phénomène des communautés de base, des communautés nouvelles. Là où certains lisent une nouvelle manière de vivre l'Eglise, de vivre le rapport prêtres-laïcs, d'autres lisent simplement un phénomène passager, très dépendant de la crise de notre société occidentale, et qui peut nous empêcher de voir les vrais problèmes qui se jouent aux frontières de l'Eglise, dans son rapport à des civilisations très différentes de notre monde occidental : le Maghreb, l'Inde, la Chine.

Pour certains, la référence aux normes fondamentales de l'ecclésiologie, la référence par exemple à l'ecclésiologie paulinienne, joue d'une manière très directe qui informe le regard sur les itinéraires de l'Eglise d'aujourd'hui. Pour d'autres, il s'agit de références beaucoup plus lointaines, ou qui ne peuvent être retrouvées qu'en faisant le détour par les tâtonnements actuels de l'Eglise, par les sensibilités diverses à la situation présente de l'Eglise.

Devant cette diversité de positions et de possibilités devant laquelle nous nous sommes trouvés, nous avons donc tiré la conclusion qu'il n'était pas possible d'aborder de front la question de l'ecclésiologie sous-jacente à nos rejets, à nos refus comme à nos recherches d'aujourd'hui.

Nous nous sommes mis d'accord simplement pour formuler un certain nombre de questions tournant autour du thème : « Quelles motivations sont derrière nos rejets et nos recherches actuelles ? ».

Nous sommes très conscients de l'insuffisance de cette démarche que nous vous proposons : elle ne peut constituer qu'un premier temps et elle appelle nécessairement un second temps où nous devrons nous confronter plus directement à l'objectivité du sens de l'Eglise tel qu'il se dégage du Nouveau Testament et de la Tradition ecclésiale. Mais pour faire cette confrontation d'une manière plus libre et plus féconde, peut-être vaut-il mieux d'abord mettre au clair les motivations diverses qui jouent dans la distance que nous prenons à l'égard de l'Eglise déjà là, et dans la recherche d'une nouvelle vie ecclésiale.

Remarque

Ces questions ne constituent pas un nouveau questionnaire pour la Recherche commune. Il ne s'agit pas de la relancer à partir de nouvelles perspectives, mais bien d'approfondir les réflexions et les explications que nous avons pu faire les uns et les autres. Les questions que nous proposons ne veulent être qu'un guide pour permettre cet approfondissement et nous orienter vers la mise au jour du sens d'Eglise qui sous-tend nos démarches et nos visées présentes.

Une première question,

centrée sur le souci de créativité, d'inventivité qui marque les hommes responsables à notre époque ; et plus largement sur le

sens de l'homme qui tend à se dégager des expériences que suscite notre société séculière (anthropologie renouvelée par les approches des sciences humaines, par le besoin d'explication et de vérification engendré par l'esprit scientifique et technique).

**Formulation
de la question :**

A) L'appel à la créativité, à l'inventivité qui commande l'attitude de bien des hommes d'aujourd'hui, leur sens de la liberté, de la responsabilité, de la maîtrise de leur vie, joue-t-il dans nos motivations pour rejeter bien des aspects de la vie présente de l'Eglise et pour envisager des démarches nouvelles ?

Comment joue-t-il ?

Par exemple, faisons-nous explicitement référence à mai 68 ? Faisons-nous référence à la vision du monde que porte un certain nombre de jeunes (appel à la spontanéité, au déploiement de toutes les ressources créatrices de l'homme, au refus de tout ce qui est préfabriqué, téléguidé. Cf. Le message porté par certains hippies qui, au delà du folklore, de la drogue et de phénomènes de décomposition sociale, veulent susciter la passion d'un autre monde que celui dans lequel nous vivons).

B) Comment retentissent dans nos cheminements et nos réflexions la ressaisie et la vérification du sens de leur existence qu'opèrent un certain nombre d'hommes et de femmes avec l'aide des sciences humaines (psychanalyse, analyse plus poussée des interactions des phénomènes de notre société, sens des déterminismes, appréciation nouvelle du poids et du jeu des conditionnements dans les itinéraires des individus, relativisation des concepts de liberté et de responsabilité, besoin d'analyses globalisantes qui restituent les hommes dans le réseau complexe de leurs rapports et des structures qui sous-tendent ces rapports) ?

Comment apprécions-nous la mentalité technique, la passion d'expliquer (propre, par exemple, aux gens de l'informatique) tous les phénomènes qui signifient la volonté de domination et de maîtrise de l'homme d'aujourd'hui sur son destin ?

Comment tout cela peut-il conduire à approfondir notre sens de la vie de foi et de la vie de l'Eglise ?

C) A travers tout cela, faisons-nous encore explicitement référence à Vatican II et à l'espérance que le Concile a pu susciter pour le renouvellement de la vie ecclésiale ?

Une deuxième question,

centrée sur notre souci de retrouver l'essentiel de notre foi et de réapprendre à la dire et à la communiquer aujourd'hui.

Formulation de la question :

A) Le monde où nous vivons nous renvoie constamment à la vérité de notre foi. Y a-t-il ou non une objectivité de la foi ? Dieu existe-t-il ou n'existe-t-il pas ? Quel est notre « credo » ?

Comment abordons-nous ces questions ? A partir d'une réflexion théorique ? En essayant de redéfinir les présupposés de nos démarches et de nos engagements ? ou bien en essayant de dégager le sens sous-jacent à nos itinéraires, à nos échanges et à nos confrontations ?

Quels repères doctrinaux ou existentiels (la doctrine et l'existence peuvent d'ailleurs être très liées dans notre approche) ont effectivement valeur pour nous et nous guident dans les débats actuels ?

B) Nos rejets de certains aspects de l'Eglise ainsi que nos démarches actuelles ne sont-ils pas commandés avant tout par le souci d'une *Eglise signifiante*, c'est-à-dire par le souci de retrouver en Eglise la possibilité de dire et de communiquer la foi en J.C. aux hommes d'aujourd'hui ?

Nous sommes constamment déportés vers cette exigence de *signification*, étant données les impossibilités ou les difficultés que rencontre constamment notre foi en ce monde.

Mais cette exigence de signification est-elle suffisante

à elle seule pour nous conduire à la véritable réalité de la foi et de l'Eglise ?

Quels sont nos critères pour juger de cette signification ?

Des critères d'adaptation ? Il y a ce qui passe, il y a ce qui ne passe plus dans le monde d'aujourd'hui. Il y a ce qui interpelle effectivement les gens, il y a ce qui ne les interpelle plus.

Ou bien des critères qui nous renvoient à l'objectivité de la Parole de Dieu et qui nous confrontent plus directement à la réalité de l'Eglise, à sa sacramentalité, à sa référence constante à la présence de Dieu, à la radicalité des affirmations de la foi : Dieu est, et J.C. est son envoyé ?

En un mot : à partir de quoi posons-nous la question de la signification de la foi et de l'Eglise ?

Si nous devons nécessairement tenir compte de la manière dont bien des gens comprennent leur vie aujourd'hui, cette compréhension d'eux-mêmes fournit-elle les bases suffisantes pour envisager le sens de la foi et de l'Eglise ?

Une troisième question,

centrée sur le rapport de l'Eglise et du monde.

Formulation de la question :

L'évolution de nos insertions, de nos situations missionnaires nous permet bien davantage de partir de la vie des gens et de notre société pour poser la question du rapport de l'Eglise et du monde.

Nous ne sommes plus portés à dire : « L'Eglise c'est le monde » par souci de poser idéologiquement l'unité de l'Eglise et du monde (de rejoindre les gens « en esprit »).

En partageant la vie des gens nous reconnaissons que nous vivons la dualité de l'Eglise et du monde.

Mais que signifie pour nous cette dualité ?

Une rupture sociologique due aux erreurs ou aux enlissements de l'Eglise ?

La nature eschatologique de l'Eglise qui ne peut annoncer le Royaume à venir et renouveler la vie du monde qu'en ne s'intégrant pas à la société (cf. « La théologie de l'espérance » de Moltmann) ?

Ou, plus radicalement, la sacramentalité de l'Eglise ?

L'Eglise, sacrement du salut dans le monde, sacrement de la présence de Dieu dans le temps des hommes ; ce thème traditionnel nous parle-t-il encore ?

Comment pensons-nous la sacramentalité de l'Eglise dans le monde, dans un temps où l'on a beaucoup de difficultés à parler des sacrements de l'Eglise et à en vivre ?

Une quatrième question,

centrée sur notre difficulté à assumer la visibilité de l'institution Eglise.

Formulation de la question :

Quand nous disons vouloir retrouver l'essentiel de l'institution-Eglise à partir de l'annonce de la foi aux hommes d'aujourd'hui et de ses exigences, qu'est-ce qui nous guide ?

L'exigence de signification et d'adaptation ? (Etre en prise sur la vie des gens, parler et agir à partir de ce qui fait leur vie, de ce qui les concerne effectivement).

Ou bien l'exigence de remettre en lumière les fondements évangéliques et apostoliques de l'Eglise, l'exigence de recentrer l'Eglise sur la Parole de Dieu ?

Si ces deux exigences jouent l'une et l'autre, comment les articulons-nous ?

Une dernière question,

centrée sur le renouvellement des rapports prêtres-laïcs.

**Formulation
de la question :**

Quand nous critiquons l'Eglise pyramidale de la chrétienté, quand nous regardons vers ce qui se cherche dans les communautés nouvelles ou communautés de base, ou quand nous essayons de donner un contenu renouvelé à la vie paroissiale, qu'est-ce qui nous guide ?

L'analyse sociologique des cloisonnements actuels de l'Eglise entre clercs et laïcs ? La critique d'un certain sacerdotalisme ? Mais comment envisager d'une manière nouvelle les démarches missionnaires pour ne pas faire porter trop exclusivement l'annonce de l'Evangile sur nos engagements de prêtres ?

Le thème de Vatican II : l'Eglise peuple de Dieu ? Mais quelles conséquences en tirons-nous pour les rapports prêtres-laïcs ? Comment situons-nous notre mission ministérielle dans ces nouveaux rapports que nous cherchons à promouvoir ? Comment tenons-nous compte des difficultés pour poser la question du rapport prêtres-laïcs étant donnés la mentalité et le stade d'évolution de bien des communautés chrétiennes, surtout dans les secteurs déchristianisés ?

Appendice.

Les questions posées articulent constamment la question de la foi et la question de l'Eglise. Selon nos situations et nos itinéraires nous pouvons être avant tout centrés sur les interrogations fondamentales posées à la foi par notre civilisation et juger secondaires les remises en cause de l'Eglise. Nous pouvons, au contraire, être renvoyés à la vérité de notre foi par les difficultés concrètes de l'Eglise.

L'approfondissement de la recherche commune devrait nous montrer que les questions de notre foi sont très tributaires des conditions dans lesquelles nous vivons le témoignage de l'Eglise. Il n'y a pas le domaine de la foi et le domaine de la vie ecclésiale, mais l'unique domaine de notre présence aux hommes d'aujourd'hui interrogée par les conditions de vie, les idéo-

logies et la culture dominante de notre époque. Il n'y a pas de problématique de la foi qui ne rejaillisse sur une problématique de la vie ecclésiale et réciproquement.

Un tel approfondissement devrait nous permettre de dépasser également la séparation un peu arbitraire que nous avons tendance à faire entre « les questions fondamentales » et « les questions institutionnelles ».

L'éclairage de nos questions de fond est très dépendant des conditions et des structures ecclésiales dans lesquelles nous les vivons. Nous ne sommes jamais purement et simplement renvoyés à nous-mêmes pour faire quelques pas de plus, mais nous ne cessons de recevoir de l'institution qui nous porte, si boiteuse que puisse être sa démarche. Le réalisme de la foi va de pair avec le réalisme ecclésial qui est aussi un réalisme institutionnel. Cette visée est intérieure à notre recherche commune et nous nous devons de l'explicitier bien davantage. C'est en ce sens que le travail de la Recherche commune peut apporter un éclairage très direct à la préparation de l'Assemblée générale de septembre 1972.

Ouvrages reçus

Car Dieu répond.

Paul GROSTEFAN
Ed. Desclée, 128 pages.

La nature, problème politique.

Recherches et Débats C.C.I.F.
Ed. Desclée Brouwer, 209 pages.

Foi et religion.

Recherches et Débats C.C.I.F.
Ed. Desclée Brouwer, 230 pages.

Prêtres en classe ouvrière.

Collectif présenté par J. M. LEUWERS
Collection : Eglise et Monde Ouvrier,
Les Editions Ouvrières, 214 pages.

J'ai vu naître l'Eglise de demain.

Louis RETIF
Collection : Lumière des Hommes.
Les Editions ouvrières, 363 pages.

**La véritable enfance de Thérèse de
Lisieux (névrose et sainteté).**

Jean-François SIX
Ed. du Seuil, 286 pages.

Numéros disponibles

- n° 22 :** Les questions posées aujourd'hui dans l'Eglise (P. Montagnin). — Prêtre à plein temps ou à temps partiel ? (R. Salaün).
- n° 23 :** Pris sur le vif — Témoignages (Fr. Vico - R. Olivier) — Réflexions sur les mass-média (J.-F. Six, Paul Valet, J. Schyrr).
Une interrogation : l'informatique (A. Pitrou).
- n° 24 :** Dans une commune à municipalité communiste (session pastorale de Lourdes) — La lutte contre la maladie : une victoire incertaine (A. Pitrou).
- n° 25 :** La ville en question (A. Pitrou) — Le Mirail (Une équipe sacerdotale) — Fiches de travail de la Recherche Commune.
- n° 26 :** La deuxième décennie du développement (P. Moreau) — L'évolution de la Tunisie et les questions qu'elle pose à l'Eglise (Une équipe prêtres-laïcs) — La rencontre de l'autre (E. Cossement) — Le sens de l'universel dans la Mission (J. Frisque).
- n° 27 :** Recherche commune : Diverses contributions.
« Introduction à l'intelligence du passé et de l'avenir du christianisme » (M. Légaut) Jean Deries.
- n° 28 :** La « théologie de l'Espérance » de Jürgen Moltmann (M. Massard) — A propos du sacerdoce ministériel — Lettre ouverte aux Evêques du Synode.
- n° 30 :** L'autorité dans l'Eglise et la pluralisation politique des chrétiens (E. Deschamps). — Mariage et célibat. — Sacerdoce et Mission (Collectif).
- Tirés à part :** R. Crespin — L'originalité de la foi (5/1966) (2 F). — R. Salaün — Evangéliser, c'est faire quoi ? (1/1967) (2 F). — J. Dimnet — Presse, Radio, Cinéma, Télévision, Publicité (4/1967) (1 F 50). — M. Massard — Foi et religion (7/1968) (1 F 50).